



Consortium for Development Partnerships (CDP)

RESEARCH REPORT N11 2008

**Médias et Consolidation de la Démocratie en Afrique : traitement de
l'information sur la crise ivoirienne avant et après la signature des
différents accords**

**Pr. Yahaya DIABI
KONE Siaka
TOURE Pohpinan E.
DOSSO Boubakary
COULIBALY Daoda**

Table des Matières

0. Introduction Générale.....	4
0.1. Contexte et justification de l'étude.....	4
0.2. Méthodologie de la recherche	7
I. L'Etat de la Presse Ecrite en Cote D'ivoire et les Causes du Conflit de 1960 A Nos Jours.....	8
1.1. L'état de la presse écrite en côte d'ivoire.....	8
1.1.1. De 1960 à 1990.....	8
1.1.2. De 1990 à nos jours : la nouvelle presse écrite.....	10
1.2. Les causes de la crise ivoirienne.....	11
1.2.1. Les causes lointaines : présence massive de ressortissants étrangers dans les zones forestières.....	11
1.2.2. Les causes immédiates : intérêt d'un nordiste pour la magistrature suprême.....	13
II. Le Traitement de L'information de Crise dans la Presse Ecrite Ivoirienne....	15
2. 1. Le contenu de la presse écrite avant la tentative du coup d'Etat du 19 septembre 2002.....	15
2.1.1. Le traitement de l'information de crise dans le journal <i>Notre Voie</i>	19
2.1.2. Le traitement de l'information de crise dans <i>Le Nouveau Réveil</i>	21
2.1.3. Le traitement de l'information de crise dans <i>Le Patriote</i>	22
2.1.4. <i>Le traitement de l'information de crise dans Fraternité Matin</i>	23
2.2. Le traitement de l'information de crise après le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002.....	24
2.2.1. <i>Notre Voie</i> et le coup d'Etat manqué.....	24
2.2.2. <i>Le Patriote</i> et le coup d'Etat manqué.....	25
2.2.3. <i>Le Nouveau Réveil</i> et le coup d'Etat manqué.....	26
2.2.4. <i>Fraternité Matin</i> et le coup d'Etat manqué.....	27
III. La Presse Ecrite Ivoirienne et Le Traitement de L'information de Crise Avant Et Apres la Signature des Différents Accords.....	28
3. 1. La presse écrite et les préparatifs des accords de Marcoussis.....	28
3.1.1. <i>Notre Voie</i> et les préparatifs de la table-ronde de Paris.....	28
3.1.2. <i>Le Patriote</i> et les préparatifs de la table-ronde de Paris.....	29
3.1.3. <i>Le Nouveau Réveil</i> et les préparatifs de la table ronde de Paris.....	30

3.1.4. <i>Fraternité Matin</i> et les préparatifs de la table-ronde de Paris.....	31
3.2. Le traitement de l'information de crise dans la presse imprimée après les accords de Marcoussis.....	33
3.2.1. La position de <i>Notre Voie</i> sur les accords de Marcoussis.....	33
3.2.2. Position du <i>Patriote</i> sur les accords de Marcoussis.....	34
3.2.3. La position du <i>Nouveau réveil</i> sur les accords de Marcoussis.....	36
3.2.4. La position de <i>Fraternité Matin</i> sur les accords de Marcoussis.....	37
3.3. La presse écrite ivoirienne et les accords d'Accra III.....	38
3.3.1. La position de <i>Notre Voie</i> sur les accords d'Accra III.....	38
3.3.2. La position du <i>Patriote</i> sur les accords d'Accra III.....	40
3.3.3. La position du <i>Nouveau Réveil</i> sur les accords d'Accra III.....	42
3.3.4. La position de <i>Fraternité Matin</i> sur les accords d'Accra III.....	44
3.4. La presse écrite ivoirienne et les préparatifs des accords de Ouagadougou	45
3.4.1. <i>Notre Voie</i> et les préparatifs des accords de Ouagadougou.....	45
3.4.2- <i>Le Patriote</i> et les préparatifs des accords de Ouagadougou.....	46
3.4.3. <i>Le Nouveau Réveil</i> et les préparatifs des accords de Ouagadougou.....	47
3.4.4- <i>Fraternité Matin</i> et les préparatifs des accords de Ouagadougou.....	49
3.5. Le traitement de l'information Presse écrite après les accords de Ouagadougou.....	50
3.5.1. La position de <i>Notre Voie</i> sur la signature des accords de Ouagadougou...	50
3.5.2. La Position de <i>Le Patriote</i> après la signature les accords de Ouagadougou.....	52
3.5.3. La position du <i>Nouveau Réveil</i> après la signature des accords de Ouagadougou.....	52
3.5.4. La Position de <i>Fraternité Matin</i> après la signature des accords de Ouagadougou.....	53
Conclusion Générale.....	55
Bibliographie.....	56

0. Introduction Générale

0.1. Contexte et justification de l'étude

La crise politico-militaire que connaît la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 est la résultante de nombreuses turpitudes politiques observées au lendemain du décès du premier président de la Côte d'Ivoire indépendante, Félix Houphouët Boigny. Ces turpitudes sont davantage liées aux mésententes relatives à l'accession à la magistrature suprême. Il s'en suivra une instabilité, marquée par une succession de coups d'Etat.

L'imbroglie politique a été occasionné par la présence d'antagonisme entre un premier ministre en la personne du Dr Alassane Dramane Ouattara et un président de l'assemblée nationale, Henri Konan Bédié ; tous deux se sont sentis avec leurs hommes, successeurs de feu Houphouët Boigny bien que la constitution en son article 11 ait prévu que le Président de l'Assemblée Nationale soit le successeur constitutionnel.

Dès lors, la vie politique se cristallisera en une opposition entre Bédié et Alassane Ouattara autour du concept « d'ivoirité » forgé par BÉDIE pour éliminer politiquement son rival Alassane, présenté alors comme d'origine burkinabè.

Au mois de décembre 1999, la polémique atteindra son paroxysme et suscitera des troubles communautaires entraînant le départ de nombreux ressortissants (Mali, Burkina et Niger en particulier) de la sous région.

Depuis ce moment, la Côte d'Ivoire, havre de paix, connaîtra les périodes troubles de sa jeune histoire, avec un coup d'Etat le 26 décembre 1999 et plusieurs tentatives de déstabilisation des différents régimes qui suivront. Face à cette situation, de nombreux observateurs avertis comme le sociologue belge Benoit Scheueur présagèrent une possible et imminente guerre civile.

A la différence des coups précédents, celui survenu sous le régime de Laurent Gbagbo en 2002, s'avèrera très violent en provoquant de nombreuses pertes en vie humaine. Pire, il installera le pays dans une crise armée, la plus longue depuis son indépendance.

Plusieurs tentatives de résolutions de la crise ont été menées avec l'aide de la communauté internationale et certains pays amis de la sous-région, tel que le Sénégal qui, aux premières heures, a obtenu la signature d'un cessez-le-feu entre les belligérants.

Aussi de nombreux accords furent-ils signés dans le cadre de la résolution de cette crise. Dès lors, l'annonce de la signature de chaque accord a fait naître un certain sentiment d'espoir non seulement dans le camp des protagonistes mais aussi au sein de toute la classe politique et de la population civile, en ce sens que chaque camp espérait que les résolutions prises au cours de ces concertations seraient en sa faveur.

La presse ivoirienne, lors de ces différentes étapes de négociation, s'est livrée constamment à des polémiques avant et après chaque signature d'accords, donnant ainsi une autre tournure à la crise.

Et, c'est à la lecture de la polémique de la presse ivoirienne sur cette crise que nous nous rendrons compte de son influence sur les différents accords et sur la crise elle-même. C'est pourquoi, il convient d'intituler notre sujet :

Médias et crise en Côte d'Ivoire : traitement de l'information sur la crise politico-militaire avant et après la signature des différents accords. Notre intérêt pour ce travail réside dans le fait que la signature de chaque accord a constitué un point d'achoppement entre les partisans de chaque bloc. **Le traitement de l'information** par les journaux proches de chaque parti traduit la position des différents leaders.

En effet, à la veille de la signature de chaque accord, les journaux proches des partis politiques affichent la volonté et le souhait de son camp quant à l'issue de l'accord à venir.

Au lendemain de la signature, le contenu de l'information est travesti selon le désir de chaque camp dans l'optique d'orienter les résolutions prises en sa faveur.

Ainsi, les différents traitements de l'information seront décisifs sur la vie de la nation et sur la cohésion sociale. Chaque camp s'accroche à ce qui est véhiculé comme information par son quotidien. Ces informations biaisées, véhiculées par la presse écrite contribueront fortement aux échecs dans la mise en application des différents accords.

Pour mémoire, il importe de noter que les médias ont joué un rôle important dans le processus de démocratisation de la Côte d'Ivoire.

En effet, à partir des années 90, date de la restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire, les médias sont devenus des acteurs de la vie politique. Aussi l'éclosion de la presse apparaît-elle comme une preuve de l'avancée démocratique, une preuve de l'existence du pluralisme politique en Afrique et particulièrement dans ce pays. Elle a permis d'éveiller les consciences, de véhiculer les idéaux des différents courants politiques et de leurs leaders. Etant sous la coupole des différents partis politiques, les différents organes de presse prêcheront pour leur propre chapelle, ils traiteront les informations selon le point de vue de leurs leaders politiques. Il n'est donc pas rare de voir des leaders politiques s'affronter par presse interposée ; faisant d'elle une véritable langue d'ÉSOPE en Côte d'Ivoire, comme dans l'antiquité grecque où la langue de la déesse ESOPE était capable du meilleur comme du pire dans la société.

Et, au regard de l'analyse que nous envisageons dans le cadre de cette étude, on est amené à se poser les questions suivantes :

Comment la presse écrite, l'une des chevilles ouvrières de la restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire, a-t-elle contribué réellement à la promotion de la démocratie et de la citoyenneté ?

En quoi la presse écrite ivoirienne a-t-elle fini par contribuer à la dégradation du climat social, national et citoyen avant le 19 septembre 2002 ?

Comment cette presse écrite gère-t-elle l'information de crise avant et après la signature de chaque accord ?

Comment a-t-elle contribué, à travers le traitement de l'information de crise, à faire échec à la mise en application des différents accords conclus?

Pour mener à bien cette réflexion nous nous attèlerons d'abord à présenter l'état de la presse de 1960 à 1990, et de 1990 à nos jours. Ensuite, nous nous intéresserons au traitement de l'information avant la crise de septembre 2002, dans un environnement multipartisan.

Et enfin, nous terminerons par l'analyse du traitement de l'information concernant les différents accords signés dans le cadre de la résolution de la crise ivoirienne.

0.2. Méthodologie de la recherche

Le corpus sera constitué de 4 quotidiens dont 3 affiliés aux partis politiques, à savoir : *le Patriote*, pour ce qui est du Rassemblement Des Républicains (RDR), *le Nouveau Réveil* pour le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), *Notre Voie* pour le Front Populaire Ivoirien (FPI) et *Fraternité Matin* qui est un quotidien d'Etat pro-gouvernemental.

En clair, cette étude fera une présentation détaillée du traitement de l'information des organes de presse sus-mentionnés avant et après la signature des accords. Il sera question d'analyser les différents articles de ces organes de presse écrite, suite aux différents accords signés et, qui ont constitué un tournant décisif dans la résolution de la crise ivoirienne. En effet, pour un même évènement donné, chaque quotidien a pu rendre l'information selon sa chapelle politique en la dénuant de toute substance ou en l'amplifiant. Pour mémoire, les principaux accords signés se présentent ci-dessous :

- Accra 1 (29 septembre 2002) ;
- Lomé (1^{er} novembre 2002) ;
- Linas Marcoussis (26 janvier 2003) ;
- Accra 2 (7mars 2003) ;

- Accra 3 (30 juillet 2004) ;
- Pretoria 1 (6 avril 2005) ;
- Pretoria 2 (29 juin 2005) ;
- Ouagadougou (4 mars 2007).

Cependant lors de nos investigations, nous avons été confrontés à certaines difficultés concernant l'acquisition de la documentation sur certains accords, à cause des travaux de réfection qui ont cours à l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) et de la destruction de certains documents de la bibliothèque nationale, liée à la vétusté des systèmes d'étanchéité. De plus, la méfiance de certains responsables d'archives quant au thème de cette recherche n'a pas favorisé l'accès à leurs documents. En raison de ces difficultés, ces travaux porteront sur trois accords à savoir :

- l'accord de Marcoussis, signé dans une banlieue parisienne le 26 janvier 2003 ;
- l'accord d'Accra III, signé dans la capitale ghanéenne le 30 juillet 2004 ;
- l'accord de Ouagadougou signé le 4 mars 2007.

I. L'Etat de la Presse Ecrite en Cote D'ivoire et les Causes du Conflit de 1960 A Nos Jours.

1.1. L'état de la presse écrite en côte d'ivoire

1.1.1. De 1960 à 1990

Avant l'accession des Etats africains à l'indépendance, la presse était davantage coloniale, avec une presse écrite d'élite africaine. Avec l'indépendance en 1960, nous avons assisté à l'avènement d'une presse écrite nationale et militante dans les pays subsahariens. La priorité pour les nouveaux dirigeants africains était la construction du pays, la préservation de son unité nationale et la lutte contre le tribalisme.

Peu de temps après, cela s'est traduit par la constitution de partis uniques ou unifiés et par la mission donnée officiellement aux journalistes de former l'opinion publique. Ce qui exclut tout fractionnisme idéologique.

Censures et interdictions frapperont les récalcitrants, tandis que de grands journaux verront le jour tel que *Fraternité Matin* lancé le 9 décembre 1964, substitué à *Abidjan Matin*, avec pour mission essentielle de répercuter textuellement la politique gouvernementale. Son premier rédacteur en chef fut Laurent Dona Fologo. Cette presse écrite a été l'écho du parti unique pendant une trentaine d'années.

Accablée par la crise économique des années 1980, la Côte d'Ivoire ne pouvait que se plier aux exigences des institutions financières qui demandaient l'instauration d'un ordre politique nouveau. En effet, avec cette crise, le système de gestion étatisé qui était celui de la Côte d'Ivoire a montré ses limites. Pour en sortir, le FMI et la Banque Mondiale préconisèrent l'adoption d'un système basé davantage sur le libéralisme économique et l'ouverture politique. Outre cette exigence de ces institutions internationales, il faut noter le coup d'accélérateur apporté à ce processus de démocratisation par la Conférence de la Baule qui s'est tenue en juin 1991 en France.

Lors de ce 16^{ème} sommet Franco-africain, François Mitterrand, Président de la république française fit un discours inattendu, dans lequel il a affirmé que « l'aide française sera tiède envers les régimes autoritaires et plus enthousiaste envers ceux qui franchiront le pas de la démocratie ». Ces propos entraînèrent une panique générale dans le camp des chefs d'Etat francophones qui s'attendaient à un soutien ferme de la part de leur allié de toujours dans la lutte contre les velléités de déstabilisation politique qui avaient cours. L'inquiétude des chefs d'Etat était d'autant plus compréhensible que la France représentait un partenaire de poids. Ce discours a encouragé les oppositions de tous bord plus que jamais convaincues que la France ne s'opposera pas à la lutte pour le changement politique.

Fragilisée par des manifestations internes, ne pouvant se passer de l'aide française et de celle des institutions financières internationales, la Côte d'Ivoire fut contrainte de revenir de droit (la constitution l'avait prévu) au multipartisme le 30 avril 1990.

L'ouverture politique n'est cependant que formelle : en 1992, les principaux dirigeants de l'opposition, dont Laurent Gbagbo, fondateur du Front populaire ivoirien, seront emprisonnés pour avoir organisé une marche qui avait été interdite par les autorités. De même, une chasse aux sorcières fut organisée contre les journaux de l'opposition qui osaient porter à l'attention de l'opinion nationale et internationale toutes les pratiques anti-démocratiques : la presse était muselée.

1.1.2. De 1990 à nos jours : la nouvelle presse écrite

A la faveur du nouveau climat politique, une certaine presse fit son apparition. La majeure partie de ces journaux était des hebdomadaires proches des partis d'opposition. C'est le cas de *Le Nouvel Horizon*, *la Voie* pour le Front Populaire Ivoirien et *Téré* pour le Parti Ivoirien des Travailleurs et bien d'autres tels que *La Tribune du Banco*, *Notre Temps*, *La Nouvelle Presse*, *l'œil du Peuple*. D'autres, par contre, soutenaient le parti au pouvoir tels que *Le Démocrate* ou *Le Patriote*.

Cette presse se caractérisait par son amateurisme. En effet, dans ses débuts, elle dénonçait les pratiques des dirigeants en place, autant que la société, par le biais des articles souvent rédigés par des personnes n'ayant aucune formation en journalisme, ignorant les règles élémentaires de la déontologie régissant la profession de journaliste. Face à ce désordre, les autorités politiques réagirent en vue d'assainir le milieu de la presse. Une nouvelle réglementation fut adoptée le 27 décembre 1991 qui se résume en ces différents points :

- L'instauration d'une commission nationale de la presse dont le président est nommé par le président de la république ;
- La prévision d'un droit de réponse ;
- La participation du capital étranger est limitée à 49% du capital d'une entreprise de presse ;

- L'instauration des amendes et peines d'emprisonnement pour infraction à la législation de la presse ou délit de presse (injures, diffamations, offenses au chef de l'Etat, etc.). Il s'agit dans ces conditions de pénaliser la presse écrite.

Dès lors on assiste à de nombreuses condamnations, incarcérations de responsables des organes de presse ou d'auteurs d'articles jugés diffamatoires et à la suspension de journaux. Avec l'accession de Gbagbo à la magistrature suprême, une loi a été adoptée en vue de la dépenalisation du délit de presse. Cette loi en son article 68 exclut les peines d'emprisonnement pour les délits de presse. Ainsi une ère de liberté véritable de la presse va commencer à souffler sur le pays.

Malheureusement, cette liberté va favoriser une certaine dérive langagière dans le milieu de la presse qui, au lieu de renforcer le climat de paix social, contribuera à vicier l'atmosphère, déjà fragilisée sous le régime du président Bédié.

En fait l'agression du régime de Laurent GBAGBO a certes eu lieu en septembre 2002, mais il faut reconnaître que l'instabilité politique dans laquelle la Côte d'Ivoire était plongée, date de la décennie 1990, et a des causes diverses.

1.2. Les causes de la crise ivoirienne.

1.2.1. Les causes lointaines : présence massive de ressortissants étrangers dans les zones forestières.

La Côte d'Ivoire a développé depuis son indépendance une agriculture qui a longtemps constitué l'un des piliers fondamentaux de son économie. Ce qui a été possible grâce à une politique menée par feu Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire. Selon lui, la terre appartient à celui qui la met en valeur. Cependant, cette citation crée un flou juridique concernant l'usufruit des terres.

En effet, tantôt l'Etat à travers le décret du 20 mai 1955 et le décret de 1971 reconnaît les droits coutumiers, tantôt l'État s'arroge le droit de s'approprier et de gérer toutes les terres à travers la loi de 1962 et la loi de 1964.

Le discours de Félix Houphouët-Boigny du 30 octobre 1970¹ soulignera ces lois antérieures sur la propriété des terres.

Il pensait que telle était la meilleure manière de garantir l'accès à tous ceux qui peuvent mettre la terre en valeur quelle que soit leur nationalité. Une décision qui réconfortera les ressortissants des pays limitrophes (Mali, Burkina en particulier) ainsi que ceux de la partie septentrionale de la Côte d'Ivoire, venus s'installer nombreux dans les zones forestières, à la recherche d'un mieux-être.

De ce fait, de nombreux hectares de forêt furent investis par ceux-ci dans l'optique de les mettre en valeur.

Cependant, avec la crise économique des années 1980, l'on a assisté à un chômage grandissant, à une inflation du coût de la vie alors que les salaires sont restés stables. Il s'est posé un problème d'insertion socioprofessionnelle des jeunes diplômés, ce qui incitera l'Etat à initier une politique de retour des jeunes à la terre. Ce retour ne s'est pas fait sans heurts.

En effet, la majeure partie des terres avait été occupée par des ressortissants étrangers et des autochtones ; ce qui va entraîner divers conflits entre les propriétaires des plantations étrangères et les autochtones et entre ceux-ci et les autochtones.

Eu égard aux nombreux conflits émanant de cette confusion liée à l'appartenance de la terre, l'État a opté pour une réforme de la loi foncière en vigueur, en vue de protéger les populations contre les risques et les opportunistes. Dès lors une sécurisation foncière a été envisagée dans l'objectif de prendre en compte les pratiques coutumières réelles, qui clarifieraient les droits existants, pour ensuite les traduire dans un langage juridique. C'est en cela que la Côte d'Ivoire a initié un plan foncier rural à la fin des années 80.

¹ « Le Gouvernement et le Parti ont donc décidé, dans l'intérêt du pays, de reconnaître à tout citoyen ivoirien d'origine ou d'adoption, qui met une parcelle de terre en valeur quelle qu'en soit l'étendue, le droit de jouissance à titre définitif et transmissible à ses héritiers ». Autrement dit, la terre appartient à celui qui la met en valeur.

Quand en 2000 le FPI accède au pouvoir, il n'hésite pas à préciser le nouveau contexte foncier en indiquant que désormais : « la terre appartient à son propriétaire et non à celui qui la met en valeur » comme l'avait signifié Félix Houphouët Boigny. Cette décision permet ainsi aux propriétaires terriens d'affirmer leur autochtonie et leurs droits. Ils l'interprètent comme un outil juridique permettant de chasser de leurs terres, les non-ivoiriens en général et les Burkinabè en particulier.

Petit à petit, la « guerre foncière » est aussi orientée contre les non nationaux et d'autres Ivoiriens non ressortissants du village dont ils exploitent les terres.

Tous ceux qui vivent sur les terres des autochtones sont assimilés à des étrangers, même les allochtones (Baoulé, Malinké, Sénoufo, Abron, Koulango, etc.). Ils considèrent que les allochtones, bien qu'étant Ivoiriens disposent d'un terroir dans leur milieu d'origine, alors, de leur point de vue, allochtones et non ivoiriens = étrangers. Ainsi, le problème foncier constituera l'un des foyers de tension entre les ivoiriens d'une part et les étrangers d'autre part.

1.2.2. Les causes immédiates : intérêt d'un nordiste pour la magistrature suprême

Au plus fort de la crise économique qu'a connue la Côte d'Ivoire à la fin de la décennie 1980, Houphouët-Boigny fit appel à Alassane Dramane Ouattara en 1990, fonctionnaire international peu connu dans son pays.

Après la mort du « Vieux » en décembre 1993, Alassane Ouattara et ses hommes contestent au président de l'Assemblée nationale Henri Konan Bédié, héritier prévu par la Constitution en son article 11, l'accession automatique à la magistrature suprême. Malgré cette opposition, ce dernier viendra s'autoproclamer à la télévision nationale, président de la république de Côte d'Ivoire.

Dès lors, l'ancien premier ministre rejoint une formation politique transfuge du PDCI, mise sur pied par feu Djény Kobenan, le Rassemblement Des Républicains (RDR) dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre 1995.

Dans le souci de se maintenir au pouvoir, le président Henri Konan Bédié crée le concept d'«ivoirité», qui n'aura de sens que celui voulu par son concepteur ou son utilisateur. Tantôt il désignait sur le plan culturel ce qui est propre à l'Ivoirien ou qui détermine la marque identitaire d'ivoirien, tantôt il désignait un système socio-économique appartenant aux seuls Ivoiriens de naissance, des Ivoiriens de souche multiséculaire (qui ont leurs deux parents biologiques ivoiriens ainsi que leurs grands-parents eux-mêmes Ivoiriens de naissance).

Dans la pratique, ce concept a contribué à créer un sentiment de dédain vis-à-vis de l'autre, de celui qui n'était pas Ivoirien ou chez des personnes ivoiriennes dont les patronymes avaient une consonance nordiste dont on retrouvait les mêmes appellations des les autres pays de la sous-région.

Sur le plan politique il est utilisé comme arme par les tenants du pouvoir pour écarter des adversaires politiques, et rejeter tous ceux qui critiquaient le pouvoir ou qui s'étaient érigés contre leur système de gouvernance au nombre desquels Alassane Ouattara, Djény Kobenan, Amadou Kourouma. De même, la nationalité des ressortissants de la partie septentrionale du pays sera remise en cause.

Toute chose qui contribuera à instaurer un climat délétère. C'est dans ce contexte, que le 24 décembre 1999, le général Robert Gueï, appuyé par l'armée, destituera le président ivoirien. A partir de cette date, la Côte d'Ivoire prit un rendez avec l'instabilité politique.

Sous la transition militaire le concept d'ivoirité qui avait cours refait surface. Ainsi, pendant les élections d'octobre 2000, tous les potentiels candidats des partis à forte obédience tels le PDCI et le RDR seront systématiquement rejetés par la cour suprême dirigée par Tia Koné. C'est donc seul que Laurent Gbagbo affrontera le général putschiste lors de ces élections présidentielles.

A l'issue de ce scrutin, le général Gueï s'autoproclame à la télévision nationale président de la république, décision que contestera Laurent Gbagbo, en appelant ses militants à sortir massivement dans la rue pour faire échec à ce qu'il a appelé « un hold hup électoral ». Il fut finalement proclamé et investi président le 26 octobre 2000.

Contestée à son tour par les militants d'Alassane Ouattara, pour la plupart originaires de la partie septentrionale du pays, cette élection donnera lieu à des affrontements entre adversaires politiques. Les « nordistes » sont l'objet d'une sanglante répression de la part des forces de l'ordre sur indication des sympathisants du FPI.

Au cours de son mandat, Laurent Gbagbo reprend à son compte le concept d'« ivoirité » qui avait jusque-là envenimé la situation socio-politique du pays. Ainsi de nombreux ressortissants du nord seront privés de leur droit civique. Certains verront leur carte d'identité confisquée par les forces de l'ordre pour nationalité douteuse, tandis que d'autres se verront refuser le certificat de nationalité. Cette situation a engendré au sein de la population nordiste des sentiments de frustration, de rejet tendant à faire d'eux des apatrides.

Et, l'argument de l'exclusion et de la xénophobie est tout trouvé sous le vocable « assaillants venus du nord », lorsque le 19 septembre 2002, une tentative de coup d'Etat fut perpétrée et finira par devenir une rébellion avec pour base Bouaké. Celle-ci va se transformer en un conflit international pour impliquer de nombreuses nations.

li. Le Traitement de L'information de Crise dans la Presse Ecrite Ivoirienne

2. 1. Le contenu de la presse écrite avant la tentative du coup d'Etat du 19 septembre 2002.

Dans cette partie, nous nous attèlerons d'une part à faire une synthèse du contenu des journaux de tous bords avant le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002, et d'autre part à identifier la position des différents organes de presse écrite face aux évènements.

L'intérêt de la presse ivoirienne au cours du mois de juillet 2002 a porté sur quatre sujets longuement traités par les différents journaux.

Ces sujets sont relatifs au certificat de nationalité de Alassane Dramane Ouattara, aux élections des conseils généraux, à la grève des transporteurs et aux négociations pour la formation du gouvernement d'ouverture suite à un gouvernement totalement FPI (Front Populaire Ivoirien) et PDCI (Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire) qui formèrent un éphémère « front patriotique ».

Le 1^{er} juillet 2002, la presse annonce à tous les Ivoiriens la délivrance d'un certificat de nationalité au Docteur Alassane Dramane Ouattara, leader du Rassemblement Des Républicains (RDR). Un certificat dont l'acquisition a été diversement interprétée par la presse. Ce sujet fera cependant place aux élections des conseils généraux et de districts. Premières élections de ce type tenues dans le pays, la presse s'est voulue instructive sur la question en expliquant à l'opinion publique l'importance de ces élections.

Mais, elle a également permis aux partis politiques de galvaniser leurs troupes afin de s'assurer une victoire car ces élections étaient considérées comme le premier champ concurrentiel des partis politiques après les élections générales de 2000 et 2001. Les élections de conseils généraux et de districts tenues le dimanche 07 juillet 2002 n'arrêteront pas pour autant l'engouement de la presse pour le sujet. En effet, la guerre des chiffres dans laquelle vont se lancer les partis politiques sera également reprise au quotidien par les journaux jusqu'à la déclaration des chiffres officiels par la Commission Electorale Indépendante (CEI) le mardi 20 août 2002.

La grande grève des chauffeurs de minibus intra-urbains aura réussi à paralyser la ville d'Abidjan et capter l'attention de l'opinion publique et de la presse près d'une semaine durant ; les chauffeurs protestant à la suite de la mort d'un des leurs tué le jeudi 18 juillet 2002 par un agent des forces de l'ordre. La presse après avoir expliqué les circonstances de la tragédie, s'attellera à rendre compte des désagréments que cette grève causait aux populations et aussi de l'avancement des discussions entre les responsables des syndicats de transporteurs et les pouvoirs publics déterminés à mettre un terme à cette grève.

La question s'estompera à partir du 25 juillet 2002. Elle fera place dans la presse aux négociations pour la formation d'un gouvernement d'ouverture. Afin de permettre une participation de tous à la gestion du pays, les autorités en place entreprennent à partir du 26 juillet 2002 des négociations avec les leaders de l'opposition et particulièrement avec le leader du RDR afin de former un « gouvernement de large ouverture ».

Il est bien de rappeler que depuis les élections controversées d'octobre 2000, le RDR s'est refusé toute participation au gouvernement en dépit des sollicitations qui lui avaient été faites. Aussi, le chef de l'Etat entreprit-il des négociations afin de permettre au RDR de « rentrer dans la République » (n'ayant pas participé aux élections présidentielles et législatives, le RDR était considéré comme étant en dehors de la République). Ses rencontres avec Alassane Ouattara ont largement été commentées par la presse. Ce sujet animera la presse jusqu'à la formation du gouvernement le 5 août 2002.

Août 2002 restera un mois riche en événements et les sujets qui marqueront la presse ivoirienne sont : l'assassinat de Balla Keita le 1^{er} août à Ouagadougou, la formation du « gouvernement de large ouverture », la fête de l'indépendance, l'éligibilité d'Alassane Ouattara et le braquage de la BCEAO à Abidjan.

L'assassinat du Dr Balla Keita, annoncé le 3 Août 2002, a été longuement évoqué par la presse ivoirienne. Le n°2 de l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI) (parti du général Robert Guéi) avait trouvé la mort à Ouagadougou (capitale du Burkina Faso) dans des circonstances que la presse s'est vite fait d'expliquer au lectorat. Le sujet occupera de façon discontinue la une des journaux tout le mois d'août. Elle présentera la détermination des autorités ivoiriennes à faire la lumière sur cet assassinat.

Les négociations pour la formation d'un gouvernement de large ouverture entamées depuis juillet aboutissent à la mise en place d'un gouvernement réunissant les principales forces politiques du pays. La question est portée à l'ordre du jour par les médias le 6 août 2002. La présentation du gouvernement et les discussions qui ont suivi animeront la presse pendant une longue période.

La fête de l'indépendance du 7 août passera presque inaperçue car, très vite, les journaux quitteront le sujet pour s'intéresser au nouveau gouvernement qui vise à consacrer le retour à l'unité entre les fils du pays. Mais, le temps des amours sera de courte durée car la question d'éligibilité d'Alassane Ouattara sera remise au goût du jour.

L'attaque de la BCEAO est le dernier sujet qui préoccupera la presse durant le mois d'août. Le mercredi 28 août, les journaux affichaient à leur une le braquage de la banque centrale la veille par un groupe d'individus qui ont emporté de l'institution la somme de 2,5 milliards de FCFA. Les circonstances une fois indiquées, la presse se lancera sur les traces de Sia Popo ; principal auteur du hold-up.

L'attaque de la BCEAO animera encore pendant un bon moment la presse durant le mois de septembre, de même que la question du gouvernement de large ouverture.

Mais, les principaux sujets pour ce mois restent la conférence de presse du général Robert Guéi , le voyage officiel du chef de l'Etat Laurent Gbagbo et la tentative du coup d'état du 19 Septembre 2002.

La conférence de presse animée par le président de l'UDPCI a particulièrement intéressé la presse à partir du 14 septembre.

Cette sortie du général Robert Guéi comme attendue par la presse a diversement été commentée durant trois jours pour être supplantée par l'arrestation de Sia Popo Prosper et le voyage du chef de l'Etat en Italie et le coup d'Etat manqué du 19 Septembre 2002.

Ainsi, les trois mois qui précédaient le coup de force manqué du 19 septembre 2002 ont été très riches en événements insolites (assassinat de Balla Kéita, hold-up de la BCEAO, gouvernement de large ouverture, etc.). Aucun signe concrèt d'un éventuel conflit ne se dessinait à l'horizon. Toutefois, les positions tranchées de la presse sur les événements et le ton employé étaient déjà des signes inquiétants.

L'analyse de la presse ivoirienne avant le 19 septembre 2002, relative aux différents événements décrits plus haut, permet de se rendre compte que la situation d'avant crise n'était pas des plus paisibles.

La presse des partis politiques était perpétuellement en situation conflictuelle où « la guerre des mots » était suffisamment rude et inquiétante. Les expressions, les images et le ton en disaient suffisamment long sur le malaise profond de cette presse et par ricochet de la société dont elle était le reflet.

2.1.1. Le traitement de l'information de crise dans le journal *Notre Voie*

La description des événements et les commentaires qui en sont faits, permettent de se rendre compte qu'il s'agit bien d'une situation de confrontation entre les hommes politiques. Le langage inamical qui se dégage de ce journal présente en effet une Côte d'Ivoire en proie à la désolation et au bord de l'affrontement.

Lorsque les mots et expressions utilisés ne constituent pas une menace faite à l'adversaire politique, ils rappellent aux lecteurs et à l'opinion la gravité d'une situation à laquelle il faut mettre un terme.

Au delà des simples mots, l'on peut identifier à travers l'analyse de *Notre Voie*, deux intentions qui semblent s'en dégager; à savoir : attaquer l'adversaire politique et susciter l'adhésion du lecteur et de l'opinion à une cause. L'attaque de l'adversaire politique est faite à travers des injures et la présentation d'un tableau triste et dangereux de celui-ci. Cela vise à amener le lecteur et l'opinion publique à rejeter celui-ci et même parfois à l'exclure du jeu politique. Et les leaders de l'opposition seront présentés soit comme une véritable menace pour la Côte d'Ivoire soit avec une antipathie autrement accentuée :

- « *Robert Guéi comme un enfant de la rue* » N° 1291 du lundi 16 septembre 2002 ;
- *Henri Konan Bédié* : « *Quand on est pas habillé, on ne fait pas des acrobaties* » N° 1244 des samedi 20 et dimanche 22 juillet 2002 ;
- *Alassane Ouattara* : « *un étranger* », « *un corrompu* », « *un faussaire* », « *un individu dangereux* », « *un animal de ville* », etc.

Aucun des trois opposants de poids n'est épargné. Mais, si l'on devait hiérarchiser cette attaque, l'on trouverait à la première position Alassane Dramane Ouattara (leader du Rassemblement des Républicains), suivi du Général Robert Guéi (Président de l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), enfin le Président Henri Konan Bédié, Président du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI).

Outre des leaders des partis politiques, les personnes proches d'eux ou s'étant faites actrices de faits en leur faveur ne sont pas épargnées par le quotidien. C'est ainsi que Djédjé Mady (secrétaire général du PDCI) et la magistrate Match Cissé (le juge qui a signé un certificat de nationalité à Alassane Dramane Ouattara) ont été pris à partie par le journal :

- « *Les fanfaronnades de Djédjé Mady* » N° 1289 du vendredi 13 septembre 2002 ;
- « *La guinéenne dite ivoirienne* » N° 1227 du lundi 1er juillet 2002.

Un autre élément que l'on pourrait identifier à travers le traitement de l'information dans *Notre Voie* avant la crise est sa tendance à susciter chez le lecteur et au sein de l'opinion publique l'adhésion à une cause notamment le rejet d'un individu. Cela se fait à travers des messages directs tels que :

- « *Il ne faut jamais souhaiter qu'un corrompu dirige un Etat.* » N° 1228 du mardi 2 juillet 2002 ;
- « *Que les Ivoiriens qui savent maintenant beaucoup mieux qui sont Dramane Ouattara et le RDR sortent massivement le 7 juillet prochain pour barrer la route à la violence, la tricherie, la duperie.* » N° 1228 mardi du 2 juillet 2002.

Enfin, on trouve dans ce journal des appels à l'usage de la violence:

- « *Il faut réagir dès maintenant pour ne pas être pris de court* ». N° 1231 du mardi 16 juillet 2002 ;
- « *Le gouvernement de Gbagbo doit créer une sorte d'équilibre de la terreur dans cette escalade de la violence que s'apprête à créer le RDR* ». N° 1231 du mardi 16 juillet 2002.

Ces messages appelant à la violence voire à la tuerie (riposte *fatale*) sont faits à l'encontre du RDR qui entendait faire une marche de protestation (acte constitutionnellement autorisé). Le journal s'est d'abord empressé de présenter cette marche comme « l'assaut final » du RDR c'est-à-dire la manifestation au cours de laquelle ce parti entend prendre de force le pouvoir d'Etat. Avant toute incitation à la violence, le journal tente d'y faire adhérer les lecteurs et l'opinion publique en la présentant comme une nécessité vitale pour eux face à une supposée violence qu'il décrit d'ailleurs avec des détails sans en apporter la preuve :

- « *La Côte d'Ivoire en danger- Ouattara agit en véritable gangster* » N° 1229 du 3 juillet 2002 ;
- « *Machettes, couteaux, haches, pieux, cocktail Molotov, armes de guerre... le RDR prépare l'assaut final.* » N°1231 du 5 juillet 2002.

2.1.2. Le traitement de l'information de crise dans *Le Nouveau Réveil*

Le Nouveau Réveil, pour sa part, décrit une Côte d'Ivoire en « danger » parce qu'aux mains de dirigeants qui n'ont pas l'expérience du pouvoir d'autant qu'ils n'ont jamais « flirté » avec lui. La situation du pays si elle n'est pas aussi alarmiste chez ce quotidien proche du PDCI-RDA, n'est tout de même pas des plus paisibles dans la mesure où les expressions traduisant la violence sont récurrentes.

Ces expressions permettent de se rendre compte que la situation est conflictuelle. Mais le ton utilisé n'en donne pas un air d'extrême gravité qui vaille la peine d'interpeller les Ivoiriens à se mobiliser et à user de la violence pour opposer une quelconque résistance. Le seul appel qui, semble-t-il, mérite d'être lancé est celui de la souffrance du « petit-peuple (qui) se meurt ».

Ici, les attaques contre les leaders politiques sont peu nombreuses et sont essentiellement dirigées vers les tenants du pouvoir. Ceux-ci sont considérés comme de « gros incapables complexés », des « bandits politiques », « des apprentis dictateurs », « des fondateurs bricoleurs », « des vauriens », etc. (N° 206 du 12 juillet 2002 et N° 211 du 19 juillet 2002).

Les images utilisées présentent généralement des personnages fatigués, anxieux ou cette autre image présentant le chef de l'Etat et trois de ses ministres en conciliabule. Cette dernière image qui semble présenter des personnages manigancant leur prochain forfait est utilisée par deux fois pour porter un regard accusateur sur le chef de l'Etat et ses plus proches collaborateurs dans des affaires financières. Les intentions de *Le Nouveau Réveil* restent toutes simples : faire prendre conscience aux Ivoiriens du malheur qui est le leur en ayant à leur tête des dirigeants incapables de leur apporter le bonheur comme par le passé.

2.1.3. Le traitement de l'information de crise dans *Le Patriote*

Le Patriote, quotidien proche d'Alassane Dramane Ouattara et du RDR, présentait avant le 19 septembre 2002 une Côte d'Ivoire en proie à la violence et à la xénophobie. Cette violence était principalement l'œuvre du FPI, "parti minoritaire au pouvoir." Depuis son arrivée au pouvoir, le FPI utilise des "méthodes fascistes" pour gouverner et s'imposer.

- " (...) *l'Etat violent que le FPI a instauré en Côte d'Ivoire depuis son avènement en octobre 2000.*" N°914 du lundi 19 août 2002 ;
- " *En somme, Gbagbo a entrepris de faire le ménage par la manière barbare et violente dans laquelle excellent tous les fascistes.*"

Cette violence aussi bien physique que verbale est mise en œuvre de diverses manières. D'abord, à travers des individus proches du pouvoir tels que Blé Goudé Charles que le journal présente comme " un voyou de solide réputation", "un faussaire reconnu" et qui était "le chef de file des sbires du pouvoir FPI (N° 875 du mardi 2 juillet 2002). De plus, les médias d'Etat sont eux aussi mis à contribution pour manipuler les masses et les inciter à la violence, ce qui, du regard du *Patriote*, serait la cause principale de toute éventuelle guerre civile dans le pays.

Le régime FPI, en manipulant la jeunesse, particulièrement les étudiants, est parvenu à faire de ces derniers ses bras séculiers, prêts à le défendre. Au cours de certaines marches, il sera donné de voir des civils armés défendant le régime.

" (...) *des jeunes armés de machettes et peints aux couleurs de guerre ont arpenté les rues en menaçant les allogènes de mort s'ils avisaient d'aller voter*". N° 883 du 11 Juillet 2002.

La finalité de cette violence n'est autre que de pérenniser son pouvoir dès lors qu'il se trouve être minoritaire. Il ne peut s'imposer qu'en soumettant les autres ou en les excluant du jeu démocratique.

" *Ce pouvoir est donc violent parce qu'il est frileux. Il est frileux parce qu'il est minoritaire si bien qu'il lui devient impératif d'identifier le corps social qui lui est hostile pour le neutraliser*. " N° 914 du lundi 19 août 2002.

"*Minoritaires, les frontistes ne peuvent, au risque de leur propre survie dialoguer" avec l'opposition que par la force et la violence.*" N°914 du lundi 9 août 2002.

Ainsi, la violence était fortement présente et le pouvoir "pour se pérenniser doit contraindre et même tuer". Devant cette violence permanente, aucune trace d'incitation à la violence ou à l'usage de la violence ne ressort de ce quotidien. Mais, la sévérité de son ton peut déjà susciter la colère chez l'adversaire politique.

2.1.4. Le traitement de l'information de crise dans *Fraternité Matin*

Ce quotidien recherche difficilement sa marque d'indépendance. Ainsi, pendant cette période et face aux différents problèmes, il n'avait pas une position de nature à privilégier les intérêts d'un parti ou encore à s'inscrire dans la provocation d'un parti ou d'un leader politique.

Le quotidien gouvernemental reconnaît l'ambiance conflictuelle qui règne dans le pays qu'il qualifie de : « *Situation de ni paix ni guerre* » ; « *situation de ciel lourd qui risque de tomber sur la tête* ». N° 11294 du lundi 1er juillet 2002 Sans acrimonie et avec un certain bon ton, ce quotidien après un temps de restructuration cherche à se positionner au centre de la vie politique et à être l'écho fidèle des déclarations de tous bords politiques. Cela obéit à la recherche de l'équilibre informationnel et professionnel voulu par ce journal.

La seule mobilisation recherchée par ce journal est celle devant permettre la relance d'une Côte d'Ivoire au plan économique et qui a besoin de l'effort conjugué de tous les acteurs socio-économiques.

En définitive, la lecture de la presse d'avant la crise politico-militaire indique que la Côte d'Ivoire était en situation de guerre larvée. Les rivalités entre les leaders politiques étaient à un niveau tel que l'on était au bord d'un affrontement physique à travers des marches partisans organisées. Le calme est revenu avec la formation du « gouvernement de large ouverture ».

Ce calme n'était qu'apparent. En effet, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002 un groupe puissamment armé attaque le pays et exige la démission du président Laurent Gbagbo.

2.2. Le traitement de l'information de crise après le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002.

Le 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire est nuitamment attaquée par des individus. Ce qui a d'abord été considéré par l'opinion nationale et internationale comme un coup d'Etat, va très vite prendre l'allure d'une rébellion armée consacrant la partition du pays et plongeant celui-ci dans une situation proche d'une guerre civile. Moment difficile et très sensible au cours duquel les factions rivales et les populations sont au bord de l'affrontement. Dans cette atmosphère, l'information devient un élément déterminant dans l'évolution de la situation.

Si la presse ivoirienne a, à l'unanimité, condamné l'attaque, il est important de remarquer qu'elle n'a pas toujours fait la même lecture de celle-ci.

2.2.1. *Notre Voie* et le coup d'Etat manqué

Notre Voie identifie dans ses premiers articles les auteurs du coup d'Etat manqué : « les assaillants », « les terroristes », « les rebelles » sont les expressions utilisées pour désigner ceux qui ont pris les armes contre la Côte d'Ivoire.

Mais au-delà de ceux-ci, les véritables instigateurs sont le Général Robert Guéi et Alassane Dramane Ouattara :

- « *Le Général Robert Guéi instigateur du coup de force* » N°1295 du 22 septembre 2002 ;
- « *La folie meurtrière de Guéi et Ouattara* » N° 1295 du septembre 2002.

La désignation d'un auteur à priori apparaît comme un acte générateur de tension sociale aggravée. La répétition informative dans *Notre Voie* est un facteur qui aura contribué à jeter d'avantages de soupçons sur les prétendus auteurs du coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002.

Aux premières heures, la rébellion a été présentée comme l'agression de la Côte d'Ivoire par un groupe d'Etats. Ce qui justifie les appels lancés en vue de galvaniser et de mobiliser tous les Ivoiriens contre un ou des ennemis extérieurs. Même la radio et la télévision nationales ont été utilisées pour ces campagnes qui ont donné lieu à des slogans hypernationalistes et à l'écriture d'un nouvel hymne dénommé *l'ode à la patrie*.

« *L'heure du patriotisme a sonné. Levez-vous et soyez solidaires pour sauver la patrie* » ; « *Tous les enfants de la Côte d'Ivoire doivent unir leurs forces pour sauver la Côte d'Ivoire* » N° 1300 du vendredi 27 septembre 2002.

2.2.2. *Le Patriote* et le coup d'Etat manqué

Le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002 sera durement vécu par *Le Patriote* ainsi que d'autres organes de presse. *Ce quotidien* sera l'objet de menaces et d'assauts de jeunes dits patriotes qui voient à travers ce journal un adjuvant des mutins ou rebelles sur l'échiquier abidjanais. Ces attaques constituent, au-delà de la guerre des mots que se livrent différents confrères et par ricochet leurs héros respectifs à travers leurs différentes colonnes, une preuve flagrante de l'exacerbation que peut créer la presse dans l'escalade de la violence mettant ainsi en mal la cohésion sociale. Ces menaces et attaques feront disparaître ce quotidien des kiosques à journaux dès les premiers jours du coup d'Etat manqué, privant ainsi le public d'un autre traitement de cette crise majeure dans l'histoire de la Côte d'Ivoire.

Le Patriote ne manque pas d'indiquer la voie à suivre afin que la Côte d'Ivoire puisse sortir de cette crise. Il éclaire le public en précisant sa ligne éditoriale et les nouveaux défis à relever. Le journal tient à apporter sa pierre à l'édifice de la nation, déjà fortement ébranlée dans ses principes.

« (...) nous avons à cœur, sous la deuxième République qui se veut démocratique, de jouer pleinement notre rôle de quatrième pouvoir, de contre-pouvoir, en relayant des opinions et des sensibilités différentes. Rien de plus, rien de moins. »

« Au nom de la patrie, nous prenons l'engagement de contribuer au retour de la paix civile et à la restauration de l'intégrité du territoire. Car nous aussi, à « *Le Patriote* », n'avons qu'un seul pays. » N°942 du jeudi 10 octobre 2002.

Pour ce quotidien, le traitement de l'information par quelque organe que ce soit doit se faire dans le canon de la déontologie et de l'éthique. Il condamne quelques dérives de ses confrères en cette période de tension sociale où le pays a plus que jamais besoin de tous ses fils réunis autour d'une seule et noble cause : la patrie ivoirienne. Tout en montrant les pertes de part et d'autre que pourraient subir les belligérants, *Le Patriote* indique que la paix dans ce pays se trouve à l'issue de négociations entre eux.

2.2.3. *Le Nouveau Réveil* et le coup d'Etat manqué

Avec un ton calme, *Le Nouveau Réveil* n'a pas manqué de regretter les nombreuses pertes en vie humaine provoquées par cette situation de « confusion la plus totale ». Le journal se garde de porter un doigt accusateur sur une quelconque personnalité nationale ou étrangère reconnaissant tout simplement qu'elle est consécutive au soulèvement de jeunes recrues qui protestaient contre leur démobilisation « future des rangs de l'armée nationale ». Ces jeunes mutins auraient « d'éventuels manipulateurs » qui ne sont pas désignés par le journal afin d'éviter le soulèvement contre un individu ou un groupe quelconque. D'ailleurs, pour *Le Nouveau Réveil* « l'heure n'est plus de savoir qui a raison ou qui a tort, il faut sauver la Côte d'Ivoire ».

Sauver la Côte d'Ivoire selon le quotidien proche du PDCI passe nécessairement par l'unité et la solidarité entre tous et à tous les niveaux. De ce fait, les appels à l'unité et à la mobilisation de tous pour faire front à l'attaque sont récurrents dans ce quotidien.

Ces appels sont d'abord faits à l'adresse des populations car cette crise n'est que la résultante de la division des Ivoiriens et de leur manque de solidarité. Les Ivoiriens, plus que jamais, doivent se départir de ce qui les oppose et agir de concert pour libérer la Côte d'Ivoire :

- « *Il faut que tous les ivoiriens sans distinction d'ethnie, de religion ou de sensibilité politique se mettent ensemble* » ;
- « *En 1999, le peuple a manqué de solidarité à l'égard du Président Bédié. En 2003, il ne doit pas répéter la même erreur avec le Président Laurent Gbagbo* ».

L'intention de *Le Nouveau Réveil* est de faire en sorte que les populations n'en viennent pas à s'affronter entre elles créant ainsi une situation encore plus confuse.

Au-delà de l'unité de la population, celle des hommes en arme paraît indéniable pour parvenir à bout des ennemis de la République. Le journal en appelle alors à l'unité d'une armée qu'une certaine presse étrangère qualifie d'être faite de « bandes armées à la solde de tel ou tel homme politique ».

2.2.4. *Fraternité Matin* et le coup d'Etat manqué

Tout autant que *Le Nouveau Réveil* et *Le Patriote*, *Fraternité Matin* se garde de tout propos de nature à provoquer la colère contre un leader ou un parti politique. Les auteurs du coup de force même s'ils sont soupçonnés ne sont jamais désignés directement. Le quotidien *Fraternité matin* espère amener les ivoiriens à prendre conscience du danger encouru par tous si éventuellement cette tentative de prise du pouvoir par les armes connaissait une issue favorable.

D'où les appels en vue de barrer la route à la progression de la rébellion :

- « *Car si l'heure du soulèvement rebelle est poursuivie et réussie chacun en vivra et subira les conséquences (...) forcément néfastes* » N° 11364 du vendredi 23 septembre 2002 ;
- « *Chaque Ivoirien doit se considérer comme un appelé du contingent militaire et civil pour la défense de la République* ». 11364 du vendredi 13 septembre 2002.

En définitive, l'attaque du 19 septembre 2002 a rapproché la presse ivoirienne qui semble désormais avoir le même son de cloche. Alors que quelque temps plutôt les rapports étaient très divergents et même conflictuels. Désormais, seul compte l'intérêt de la nation.

Toutefois, les accusations formulées par *Notre Voie* ont pu susciter la haine pour certains individus ou certains groupes installant ainsi la méfiance à un moment où plus que jamais l'unité et la solidarité étaient recherchées.

lii. La Presse Ecrite Ivoirienne et Le Traitement de L'information de Crise Avant Et Apres la Signature des Differents Accords

3. 1. La presse écrite et les préparatifs des accords de Marcoussis

3.1.1. *Notre Voie* et les préparatifs de la table-ronde de Paris

Le traitement du sommet mondial sur la Côte d'Ivoire a retenu l'attention du quotidien *Notre Voie*, quotidien proche du FPI, parti au pouvoir. A la lecture des publications avant la tenue du sommet de Paris, ce quotidien présente Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire, comme à l'accoutumée, sous son meilleur angle.

En effet, le Président et son parti apparaissent comme les héros de cet organe de presse :

- « *(...) les deux rendez-vous annoncés par M. De Villepin vont sonner le glas de la rébellion et mettre fin à l'imposture de son chef Alassane Dramane Ouattara* » ;

T « (...) les rencontres de Paris (...) seront une opportunité pour le peuple ivoirien de confondre ses ennemis » p 2. N° 1380 du 6 janvier 2003.

Notre Voie à travers son traitement qu'il fait de l'information présente le président Gbagbo comme le défenseur de la nation et les autres c'est-à-dire l'opposition comme les ennemis de la nation.

En face de lui, les autres sont perçus comme l'incarnation du mal ivoirien ou du moins comme les acteurs peu intéressés par le devenir de la Côte d'Ivoire. Les autres acteurs, partisans du malheur ivoirien ne veulent pas ou du moins ne peuvent pas y aller :

- « Pendant que les partis politiques ivoiriens se concertent et se préparent pour parler d'une seule et même voix à ce sommet, les rebelles de Bouaké, eux fourbissent plutôt les armes pour le boycotter » ;
- « (...) Soro Guillaume et ses compagnons veulent boycotter le sommet de Paris » ;

Notre Voie projette la table ronde de Paris comme l'espace où des bienfaiteurs pourront s'exprimer parfaitement et à l'aise.

3.1.2. *Le Patriote* et les préparatifs de la table-ronde de Paris

Vu les difficultés à parvenir à une solution définitive à la grave crise que vit la Côte d'Ivoire, *Le Patriote* estime que la France constitue le dernier rempart à la rébellion : « (...) il apparaît que la solution à la crise ivoirienne ne peut venir que de Paris. Elle seule a les moyens de coercition nécessaire pour conduire tout le monde à la table de négociation ».

Pour ce quotidien, proche du RDR, ce sommet trouve sa légitimité non pas dans l'unique volonté de négocier mais dans la force de son dispositif militaire déployé sur la ligne de front : « Et comme Paris a la force des armes, son droit s'impose. » p.2 N° 1005 des samedi 11 et dimanche 12 janvier 2003.

Le sommet de Paris apparaît dans ce journal comme l'objet de grandes manœuvres de la part du camp présidentiel avant le début de la table ronde.

« (...) Gbagbo a convoqué les partis proches du gouvernement pour les unifier autour de lui et les fusionner dans le moule d'une pensée unique : la sienne. » p.2 N° 1012 du vendredi 10 janvier 2003.

Le FPI, acteur politique, invité à la table de Paris, sera présenté comme un acteur corrupteur et dictateur :

- « (...) l'émissaire de Gbagbo qui les a convoqués a été clair : ceux qui refuseront de signer assumeront ». p.2 N° 1012 du vendredi 10 janvier 2003 ;
- « Pour mieux influencer sur les débats qui auront lieu à Paris, Gbagbo n'a retenu que les membres habituels de sa cour, les mêmes hommes et les mêmes partis qui l'accompagnent depuis qu'il s'est emparé du pouvoir suprême » p.2 N° 1012 du vendredi 10 janvier 2003 ;

Comme les autres quotidiens nationaux, *Le Patriote* a également ses héros, ses opposants et ses adjuvants.

3.1.3. *Le Nouveau Réveil* et les préparatifs de la table ronde de Paris

Autant les autres organes de presse ont traduit la volonté de leur parti politique, autant *Le Nouveau Réveil* n'a pas dérogé à la règle : il s'est fait l'écho du PDCI et de son leader politique pour ce qui est de la table ronde de Paris.

Le traitement de l'information sur la préparation de la table ronde de Paris révèle plusieurs aspects dont ceux qui vont de l'analyse des préparatifs de cette réunion aux contributions du PDCI lors de cette rencontre en passant par la perception que ce parti a de cette rencontre en terre française.

Pour que soit menée à bien la table ronde de Paris, des accords étaient nécessaires entre les différents belligérants. C'est ainsi que *Le Nouveau Réveil* affirme en titre que : « *Les 3 mouvements rebelles iront négocier à Paris* » dans sa publication du vendredi 10 janvier 2003 sous le numéro 347.

Le Nouveau Réveil perçoit à travers cette table ronde de Paris le début d'une véritable « catharsis » où la table ronde consacrerait la primauté de la vérité et de la négociation sur le règlement armé de la crise. Cela en contradiction avec l'option choisie par le Président Laurent GBAGBO qui, au lendemain de son arrivée d'Italie, avait opté pour le règlement armé du conflit.

Afin de parvenir à une solution négociée, *Le Nouveau Réveil* commande aussi bien aux leaders du PDCI qu'aux autres partis invités à Paris d'éviter la gueule de bois :

Le journal observe que la table ronde de Paris sera le théâtre de l'expression démocratique : « *A Paris on ne va pas pour sortir une simple et insipide déclaration unique pour revenir faire la guerre sur le terrain.* » P.7

A l'inverse des menaces des « Patriotes » contre les chefs politiques et leurs différents organes de presse. C'est le lieu pour *Le Nouveau Réveil* de fustiger certains Ivoiriens qui se targuent d'être des patriotes « *qui de simples recommandations sont passés aux menaces* » quant à leur volonté d'obtenir l'union ou mieux l'unanimité autour de Laurent GBAGBO. Ces menaces des patriotes sont perçues comme le « *culte de la pensée unique* ».

Et pourtant, *Le Nouveau Réveil* et le PDCI entendent jouer pleinement leur partition lors de cette table ronde. C'est ainsi que pour y aller, le PDCI a formé une équipe qu'elle a qualifié de hautement qualifiée :

- « *une équipe commando du PDCI à Paris* » N° 347 du vendredi 10 janvier 2003 » ;
- « *La grande batterie du PDCI pour Paris* » N° 350 du mardi 14 janvier 2003.

3.1.4. *Fraternité Matin* et les préparatifs de la table-ronde de Paris

Sans avoir manifesté une quelconque opposition à la table de ronde de Paris, *Fraternité Matin* paraît cependant ne pas y placer un grand espoir. Le quotidien émet encore quelques doutes quant à l'impartialité de la France dans cette guerre.

Pour lui « *la France a, depuis le début, pris son parti* » et cela en faveur des « *gentils qui sont les rebelles* ». N° 11451 du 9 janvier 2003.

De plus, le choix des participants semble avoir laissé de côté un important acteur à savoir « le peuple ivoirien ». Dès lors, il appartient à ce peuple de « s'inviter à Paris » ; ce qui pour *Fraternité Matin* voudrait dire que ce peuple reste « soudé » derrière le président.

En dehors de ces quelques observations, le quotidien approuve l'engagement pris par les partis politiques (à l'exception du RDR) de rester unis, soudés et solidaires. Cette union des partis politiques autour de la nation est une attitude appréciable pour permettre de trouver une solution à cette crise.

Dès lors, les partis politiques ayant accepté de faire l'union sont présentés en héros et leur attitude perçue comme le signe d'une attention à la nation. Le refus du RDR de faire partie de cette alliance est considéré comme un acte de haute trahison vis-à-vis « *de la mère patrie en agonie* ».

L'idée ou la projection que certains organes de presse ou hommes politiques se sont faits de la table ronde de Paris a fortement variée selon que les attentes ou les craintes ont plus ou moins été satisfaites au cours ou du moins à l'issue de cette rencontre.

Comment chaque organe de presse a-t-il présenté ce sommet mondial sur la crise ivoirienne par la suite ?

3.2. Le traitement de l'information de crise dans la presse imprimée après les accords de Marcoussis

3.2.1. La position de *Notre Voie* sur les accords de Marcoussis

La table ronde de Paris dans *Notre Voie* a été vue sous plusieurs angles. Initialement, le journal la percevait comme un moyen de soulager les Ivoiriens des maux dont ils souffrent : « *Pour garantir ce cessez-le-feu nous avons demandé à la France de nous aider (...), puis la France est devenue par la force des choses et avec notre bénédiction facilitatrice d'une négociation interne* ». N°1394 p. 4 du 22 janvier 2003. « *Ne pas y être serait une fuite de responsabilité de sa part* ».

Le sommet sera également vu comme un moyen de débarrasser la Côte d'Ivoire de son pire ennemi : « *(...) c'est peu de dire que les choses sont mal engagées pour Ouattara et ses rebelles.* » p.3 N° 1390 du vendredi 17 janvier 2003.

L'ennemi de la Côte d'Ivoire contre qui le peuple doit se dresser comme un seul homme est multiforme. Alassane Dramane Ouattara apparaissant comme l'ennemi démasqué est associé dans son forfait à plusieurs autres qui sont :

Soit des rebelles : « *Finally, ADO, le chef rebelle, et sa clique sont en train de démontrer à la face du monde qu'ils n'ont pas d'arguments pour justifier pourquoi ils tuent, violent, pillent et détruisent la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002* ». N°1394 p. 4 du 22 janvier 2003. « *Et cela sert de fond de commerce à certains leaders politiques, le chef rebelle Dramane Ouattara notamment.* » N°1394 p. 4 du 22 janvier 2003.

Soit les médias ou la communauté internationale : « *(...) comme le prétendent les responsables du bloc réfractaire et leurs adulateurs, RFI, TV5, BBC, France 2, France 3, Libération, etc.* » N°1394 p. 4 du 22 janvier 2003. Et même le sommet et ses initiateurs sur la crise ivoirienne passe du stade du salut pour le peuple ivoirien à celui d'un enfer pour lui : « *Le premier obstacle est, en effet une bombe à retardement dégoupillée par la France dans son carré colonial* ». p.4 « *Il (Pierre Mazeau) déroulerait le tapis rouge sous les pieds des rebelles.* » p2 N° 1396 du vendredi 24 janvier 2003.

Et comme tout grand peuple a un héros, celui de la Côte d'Ivoire sera toujours présent à ses côtés pour freiner les ennemis : « (...) *le chef de l'Etat rappelle les populations au calme et les rassure qu'il tient encore la situation en main* » P.3 N° du mardi 28 janvier 2003.

Les accords seront si négatifs et tellement contraires aux intérêts de la Côte d'Ivoire que *Notre Voie* se fera l'écho des jeunes dits patriotes dans la volonté de changer la puissance tutélaire ; en l'occurrence en se libérant *du joug* de la France pour les Etats-Unis d'Amérique : « *Les Ivoiriens demandent le soutien des Etats-Unis.* » p.6 N°1398 « *Ils ont manifesté massivement hier dans les rues d'Abidjan pour demander le soutien des Etats-Unis pour déjouer le complot de la France contre la Côte d'Ivoire* »

Ainsi, pour parvenir à son idéal démocratique, *Notre Voie* présente le leader du FPI comme victime d'un complot à Paris. Ce complot provient aussi bien des autres partis politiques que des ennemis aux multiples facettes : « *Dominique De Villepin, le mauvais conseiller (...) qui crée les pires ennuis à Chirac et à la droite française* ». « *La bêtise de De Villepin aujourd'hui est de vouloir mettre la Côte d'Ivoire à feu et à sang à travers un plan qui porte en lui même les germes de son échec* » « *Dominique De Villepin crache sur la Côte d'Ivoire* » . p.3 N°1400 du mercredi 29 janvier 2003.

3.2.2. Position du *Patriote* sur les accords de Marcoussis

Le Patriote s'est longuement fait l'écho aussi bien des préparatifs de la table ronde de Paris que des accords de Linas-Marcoussis. Ce quotidien a traduit de manières diverses l'accueil qui a été réservé aux dits accords. Montrant la nécessité de tels accords, il s'est efforcé de montrer les avantages que tous les belligérants et acteurs sociopolitiques ivoiriens tireraient de tels accords : « (...) *cela (les accords de Marcoussis) signifiait la fin du couvre-feu, des tueries, des escadrons de la mort, de la partition du pays, la résurrection de l'économie, le regroupement des familles déchirées et la fin de l'exil pour des milliers de déplacés* ». p.4 N° 1028 du vendredi 2003.

Le Patriote réconforte ses lecteurs en leur donnant une assurance quant au caractère et à la valeur de ces accords : « *L'ONU soutient les accords de Marcoussis* » p.2 N°1027 du jeudi 30 janvier 2003. Et pourtant, ces accords ne sont pas du goût du camp présidentiel qui juge que : « *L'accord de Paris est nul et non avénu* » p.2 N°1027 du jeudi 30 janvier 2003. Cette attitude du FPI vis-à-vis des accords est traitée d'ambiguë par ce quotidien. Après avoir applaudi la tenue de cette table ronde de Paris, le FPI et ses sympathisants estiment que ces accords sont nuls et Laurent Gbagbo, à son tour, trouve que : « *Ce qui s'est dit à Marcoussis ne sont que des propositions* » p.2 N°1026 du jeudi 29 janvier 2003.

Pour traduire en actes leur perception, ils font utiliser la rue par les jeunes qui manifestent bruyamment et violemment contre ces accords : « *Dipobieu Jean Yves et Blé Goudé Charles ont armé mentalement leurs troupes avant de les lâcher, sous l'œil complice du gouvernement sortant, à l'assaut des Français de Côte d'Ivoire* » p.2 N°1025 du mardi 28 janvier 2003. « *Tous ceux qui sont dans les rues et qui crient haro sur le boudet français sont des militants du FPI ou des groupes ethno-tribaux politisés* » » p.2 N°1025 du mardi 28 janvier 2003.

Cette attitude réfractaire aux accords de Marcoussis est vue par *Le Patriote* comme ridicule et incompréhensible : « *Quand on n'est pas d'accord avec quelque chose on ne signe pas* » p. 3 N° 1028 du vendredi 2003. « *Si le ridicule tuait* ».

Comment comprendre, selon le quotidien, l'attitude des anti-marcoussistes qui, après avoir paraphé ces accords, souhaitent rejoindre le camp américain qui ne regarde pas dans la même direction qu'eux : « *Pourtant, l'Amérique s'est déjà prononcée sur les accords de Marcousis. Selon le département d'Etat, Washington soutient les accords et souhaite qu'ils soient respectés* ». p. 3 N° 1027 du jeudi 30 janvier 2003.

Et le quotidien proche du RDR de prévenir Laurent Gbagbo et ses sympathisants : « (...) l'application des accords de Marcoussis est le moindre mal pour un pays qui risque sinon de basculer dans le chaos et sans Gbagbo à sa tête » p. 4 N° 1026 du mercredi 29 janvier 2003.

3.2.3. La position du *Nouveau réveil* sur les accords de Marcoussis

Le traitement de l'information sur les accords de Linas-Marcoussis dans cette presse est également abondant.

Les premiers compte-rendus sont présentés avec un peu de recul, et pour cause : la rencontre se déroule à huis clos ; ce qui justifie l'emploi du conditionnel dans nombre d'articles parus au début des pourparlers : L'invite des différents acteurs politiques et belligérants autour d'une table ronde à Paris n'a pas baissé la tension habituelle entre les partis politiques et partant entre les différents organes de presse. Quand on ne fait pas l'éloge du leader de son parti on le déculpabilise des faits qui lui sont reprochés par les autres organes de presse ou par la rumeur.

Ainsi, à la rumeur que Henri Konan BEDIE aurait trahi la Côte d'Ivoire, *Le Nouveau réveil* décrit un leader du PDCI patriote, beaucoup plus proche de l'idéal ivoirien.

En ce qui concerne les autres leaders, quand ils ne sont pas présentés comme un obstacle à la mission du modèle de l'organe concerné, ils sont alors vus sous l'angle d'acteurs passifs par rapport à celui-ci.

Ainsi, l'image des acteurs de la vie politique aussi bien nationale qu'internationale variera en fonction des alliances et intérêts politiques de l'heure. Ces acteurs seront dans une interaction complexe. Ainsi, on verra le Président Laurent GBAGBO en train d'être secouru par Bédié.

ADO ou le RDR et les rebelles seront associés ou présentés comme alliés : « (...) la position de Ouattara et du RDR n'a pas changé d'un iota. Une position similaire à celle des trois groupes de rebelles qui souhaitent organiser maintenant les élections (présidentielles et législatives) anticipées. » p.7 N° 352 du jeudi 16 janvier 2003 : - « Des échos qui nous parviennent (...) font état de ce que des faveurs pourraient être faites à Alassane Dramane Ouattara, mentor du RDR et aux camps rebelles (MPCI, MPIGO , MJP).

BEDIE et ADO se retrouveront comme le héros et son opposant : «*Bédié en attraction, Ouattara sollicité* » «*Chacun d'eux a une grande partition à jouer pour le retour à la paix. Mais à différents degrés* » ; «*S'il y avait un homme qui n'avait rien à voir avec la rébellion qui sévit en Côte d'Ivoire, mais qui était le plus attendu à la Table Ronde de Paris, c'est bien le Président Henri Konan Bédié, et pour cause* » ; «*(...) le Président Bédié a rafraîchi la mémoire à tous les masochistes politiques ...qui ont fallacieusement répandu que l'ivoirité est une doctrine, une loi.* » p.6 N° 354 du samedi 18 janvier 2003.

BEDIE et le PDCI-RDA apparaissent comme le salut de GBAGBO et de son parti, le FPI : «*Comment Bédié a évité l'humiliation au régime Gbagbo lundi à Marcoussis.* » p.1 N° 358 du samedi 23 janvier 2003 ; «*On retient donc que Bédié aura une fois de plus réussi à sauver la face du FPI qui dans cette situation aurait perdu encore des plumes.* » p.2 N° 354 du samedi 18 janvier 2003.

Le Nouveau Réveil présente la rencontre de Linas-Marcoussis comme une occasion afin que : «*Bédié éclaire ses détracteurs* ». p.2 N° 349 du lundi 13 janvier 2003 sur l'ivoirité qui selon lui est l'âme du peuple de Côte d'Ivoire. Les images que l'on pourrait tirer de ces multiples interactions sont nombreuses et se retrouveront également dans les autres quotidiens sous un autre type de rapport.

3.2.4. La position de *Fraternité Matin* sur les accords de Marcoussis

Marcoussis, signé le 23 janvier 2003, n'est pas du goût de *Fraternité Matin* qui voit ses accords comme un «*diktat que serait en train de concocter la France à la table ronde de Paris* ». Pour le quotidien, les Ivoiriens ne sont pas prêts «*à accepter le diktat* ». N° 11464 du 24 janvier 2003. Cette prise de position vis-à-vis des accords de Marcoussis montre déjà le rejet de ceux-ci à travers *Fraternité Matin* qui n'hésite pas à encourager les Ivoiriens à se mobiliser pour opposer une résistance à leur application : «*Rien de tout ce qui aura été décidé à la table ronde de Linas-Marcoussis, dans l'optique de la résolution de la crise ivoirienne, dit-on, ne saurait entrer en application sans leur (les Ivoiriens) consentement* » N° 11464 du 24 janvier 2003.

Les accords de Marcoussis sont très mal perçus par ce quotidien. Dès lors l'on crie à la trahison des partis politiques qui pourtant avaient pris l'engagement de privilégier les intérêts du pays à leurs intérêts partisans : « *A Marcoussis, les derniers espoirs de Gbagbo se sont envolés quand le PDCI-RDA et les autres partis lui ont fait un enfant dans le dos* » N° 11467 du 28 janvier 2003.

Dans ce quotidien les jugements sur Marcoussis restent négatifs et les accords sont même perçus comme une « extrême humiliation ».

3.3. La presse écrite ivoirienne et les accords d'Accra III

3.3.1. La position de *Notre Voie* sur les accords d'Accra III

Pour ce qui est de *Notre Voie*, le sommet des chefs d'Etat d'Accra III, tenu du 29 au 30 juillet 2004, a réhabilité Laurent Gbagbo dans ses attributions. Ce quotidien semble déplorer la tenue de ce sommet dans un pays étranger dans la mesure où « le peuple ivoirien » ne comprend pas les raisons du traitement de ses problèmes en dehors de son territoire. Il aurait souhaité que ces rencontres se tiennent à Mènèkrè², à titre d'exemple, afin que les Ivoiriens se sentent réellement indépendants.

Notre Voie semble préparer ses lecteurs à accepter le retour des ministres limogés du gouvernement de réconciliation nationale. Il qualifie ce retour d'insignifiant eu égard aux acquis du camp présidentiel à Accra III : « *A côté de ces trois acquis, les points concédés sont des épiphénomènes* » ; « *Le plus important est que la Côte d'Ivoire retrouve la paix pour relancer son développement injustement freiné par cette sale guerre.* » N° 1853 du mardi 3 août 2004.

Toutefois, les résolutions du sommet sont déjà menacées par des acteurs dont la mauvaise foi est présentée par *Notre Voie*. Il nous prévient de la volonté des rebelles de ne pas désarmer ni de se laisser désarmer comme l'énoncent les résolutions du sommet d'Accra III : « *Ce sont des individus qui ne tiennent pas parole. Rebelles, ils le sont dans la tête, dans les gestes et dans le comportement.*

² Village situé dans la région de Gagnoa (centre-ouest) de la Côte d'Ivoire

Ce sont des spécialistes de la roublardise » ; « Ils trouveront forcément quelque chose à redire dans l'accord d'Accra III » N° 1855 du jeudi 5 août 2004.

Le journal a pu détecter des comploteurs qui ont tenté de menacer l'intérêt du peuple ivoirien en voulant faire modifier la constitution que celui-ci s'est librement doté : « (...) ce sont les services du Premier Ministre dit de réconciliation nationale, Seydou Elimane Diarra, qui ont monté tout le stratagème visant à contraindre le président de la République à modifier l'article 35 de la constitution par décret ». Il désigne les membres du complot, les différentes ramifications et les déboires rencontrés par ces derniers lors de leur tentative d'abuser du peuple ivoirien.

En dehors de Laurent Gbagbo et de ses alliés, *Notre Voie* présente les autres acteurs sous un angle négatif. En conséquence, leurs actes ainsi que leurs rapprochements de tous autres acteurs se qualifient à travers des propos d'antipathie ouverte et déconcertante :

- « *Albert Tévoédjré : cet homme est un danger pour la Côte d'Ivoire* » ;
- « *Bédié - Ouattara, la main dans la main, une amitié qui suscite des interrogations* » ; « *C'est l'ambiguïté d'une nouvelle amitié frappée du sceau de la suspicion* » ;
- « *Bédié - Ouattara : les dessous d'une amitié suspecte* » p.5 N°1854 du mercredi 4 août 2004.

Par opposition à ces ennemis ou comploteurs, Laurent Gbagbo sort toujours victorieux de la confrontation avec ceux-ci.

« Autre victoire d' Accra III, le président Laurent Gbagbo est revenu avec tous ses pouvoirs que l'on s'efforçait à lui ravir au profit du Premier Ministre Seydou Diarra » p.3 N°1853 du mardi 3 août 2004. « La mouture finale de l'accord d'Accra III ... a consacré une double défaite personnelle du Premier Ministre dit de réconciliation nationale, Seydou Elimane Diarra » p.4 N°1853 du mardi 3 août 2004.

Le traitement de l'information dans *Notre Voie* reste identique à celui qui a eu lieu avant et après la guerre du 19 septembre 2002. Quand les personnages ne se trouvent pas sur la même longueur d'onde que le Président de la République, Laurent Gbagbo, ils deviennent des opposants qualifiés de tous les maux ; ce qui enlève au métier de journaliste toutes ses lettres de noblesse. L'image du président de la république est toujours vue sous un angle positif à l'instar de celle d'un héros parmi les siens.

3.3.2. La position du *Patriote* sur les accords d'Accra III

A la lecture du *Patriote*, l'on ne saurait douter un instant du grand succès que ce quotidien voit dans le sommet d'Accra III, et cela pour diverses raisons.

Le sommet aura permis de remettre en marche le processus de paix en Côte d'Ivoire. Ce processus, mis à mal depuis plusieurs mois du fait des divergences entre les acteurs de la scène politique, était remis au goût du jour à travers le sommet d'Accra III afin de mettre fin à la crise qui sévit depuis septembre 2002.

« Il y a dans Accra III beaucoup d'acquis qui peuvent permettre de se mettre définitivement sur le chemin de la paix. » N°1475 du 4 août 2004. *« Il est donc clair que le processus de transition qui s'engage devrait aboutir rapidement sur un jeu électoral clarifié et ouvert à tous »* N°1475 du 4 août 2004.

Pour ce quotidien proche du RDR, le succès de ces accords tient au fait que ceux-ci ont de nombreux mérites qui donnent de bonnes raisons d'être acceptés de tous.

D'abord, Accra III est parvenu à donner un visage plus africain aux accords de Marcoussis que ce journal n'a cessé depuis janvier 2003 de présenter comme la solution la plus appropriée à la crise ivoirienne. Les accords de Marcoussis devenant désormais l'affaire de l'Afrique : *« Marcoussis devient résolument africain parce que Accra III, qui porte la marque de la CEDEAO, a été décidé au sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba »* N°1473 du 2 août 2004 ; *« Accra III a réussi le tour de force de tropicaliser définitivement les accords de Linas-Marcoussis »* N°1475 du 4 août 2004.

Mais, mieux qu'une affaire africaine, Marcoussis devient une affaire véritablement ivoirienne : «(...) parce qu'il porte la signature indélébile de Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire » N°1473 du 2 août 2004.

Dès lors, son application ne devrait souffrir d'une quelconque opposition de la part des acteurs politiques ivoiriens, car à Accra, « un consensus s'est dégagé pour l'application effective de l'accord de Linas-Marcoussis » (N°1473 du lundi 2 août 2004). Les acteurs politiques ivoiriens étaient en effet parvenus à s'entendre sur ce qui les divisaient depuis :

- *«Les dix partis signataires de l'accord de Linas-Marcoussis ont des convergences sur l'éligibilité, les lois de réformes à l'Assemblée Nationale, les prérogatives du gouvernement de réconciliation nationale et le désarmement » N°1473 du 2 août 2004 ;*
- *« (...) car à dire vrai ce que Laurent Gbagbo et les siens ont jusque-là refusé avec vigueur d'accepter dans l'accord de Marcoussis, ils l'ont finalement cédé à Accra » N°1475 du 4 août 2004.*

Pour *Le Patriote*, le sommet d'Accra est le triomphe de la Côte d'Ivoire toute entière car tous les fils venaient de faire un pas vers la paix recherchée. Les accords qui ont été signés ne consacrent la victoire d'aucun groupe sur un autre mais celle de la Côte d'Ivoire.

« Comme nous l'avions écrit, personne n'a perdu, personne n'a gagné. C'est la paix en Côte d'Ivoire qui retrouve des chances de sourire » N°1475 du mercredi 4 août 2004.

« Les débats ont été houleux. Les intérêts se sont croisés. Mais pour finir, la patrie a triomphé. » N°1473 du lundi 2 août 2004.

Cette volonté de reconnaître les accords d'Accra comme la victoire de tous tient certainement du fait que ce quotidien voudrait éviter que ces accords ne soient rejetés par une partie de la population ivoirienne comme ce fut le cas au sortir de la table ronde de Linas-Marcoussis.

Accra III est également perçu comme « la victoire de la classe politique » ivoirienne qui aura eu le mérite de se départir de ses intérêts personnels pour laisser triompher ceux du pays. Le quotidien ne manque d'ailleurs pas de féliciter cette classe politique qui s'engage ainsi à sortir le pays de la crise. « *C'est elle (la classe politique ivoirienne) qui a triomphé à Accra pour que la Côte d'Ivoire avance vers une situation normale* » N°1473 du lundi 2 août 2004.

Cette victoire de la classe politique sera encore plus grande si celle-ci parvient à respecter les engagements pris à travers la signature des accords et qu'elle agit effectivement dans le sens de l'application des dits accords. « *Accra a eu du mérite et ce mérite serait plus grand si les politiques ivoiriens et principalement ceux du parti au pouvoir en comprenaient la nécessité.* » N°1475 du mercredi 4 août 2004.

En définitive, Accra III pour *Le Patriote* aura tenu toutes ses promesses et redonné à la Côte d'Ivoire les chances de sortir de cette crise qui n'a que trop duré. Il appartient désormais aux Ivoiriens de tenir les engagements qu'ils ont pris. Il importe de souligner que le ton du journal est très apaisé. La rivalité et les menaces à l'endroit des autres leaders sont presque inexistantes.

3.3.3. La position du *Nouveau Réveil* sur les accords d'Accra III

Si *Le Nouveau Réveil* trouve que le sommet des chefs d'Etat d'Accra III a été un succès pour la classe politique ivoirienne, il apparaît quelques signes inquiétants quant à son application effective du côté du camp présidentiel. Le journal annonce la mauvaise foi caractéristique du camp présidentiel dans la mesure où le sommet ne s'est pas achevé en faveur de Laurent Gbagbo et de son parti : « (...) *Accra III n'a pas beaucoup souri à Laurent Gbagbo. Mais qu'est-ce qui a fait réellement trébucher Gbagbo et le FPI à ce sommet ?* » p.4 N°812 du mardi 3 août 2004 ; « *Quoique déjà un des conseillers de Laurent Gbagbo ... ait commencé à distiller de « faux commentaires » sur le communiqué final et en l'occurrence sur le cas des ministres « limogés » et bien d'autres points essentiels.* »

Il tente une description de l'état d'esprit dans lequel serait le chef de l'Etat au sommet d'Accra III.

Cette image de Laurent Gbagbo est caractéristique d'un certain malaise lors de ce sommet et face aussi bien à l'opposition politique et armée ivoirienne qu'à ses pairs africains. « Sur son visage, on sentait une certaine lourdeur qui laissait entrevoir son manque de sérénité. » p.4 N°812 du mardi 3 août 2004.

Le Nouveau Réveil présente Accra III comme le correctif des accords précédents ; en l'occurrence ceux de Linas-Marcoussis et d'Accra II. Si les premiers ont péché par l'absence de chronogramme et de signature du Président de la République, le second ne s'en est pas privé. « Mais le mérite d'Accra III c'est d'avoir réussi à obtenir un engagement écrit et signé de toutes les parties prenantes à la crise » p.3 N°811 du lundi 2 août 2004. « A Accra III, il ne fallait pas répéter les mêmes erreurs qu'à Marcoussis ou à Accra II. » p.7 N°811 du lundi 2 août 2004. « Et cette fois avec la double signature du Front Populaire Ivoirien (Laurent Gbagbo et Pascal Affi N'Guessan), tout porte à croire qu'aucune distraction ne passera. » p.4 N°812 du mardi 3 août 2004.

Le quotidien indique à Laurent Gbagbo l'attitude à adopter et qui serait non seulement honorable et salubre pour lui mais aussi pour toute la Côte d'Ivoire. Ainsi, il est présenté dans une posture peu reluisante vis-à-vis de la communauté internationale et de ses partisans : « *Raisonnablement, il ne reste plus à Gbagbo que la voie de l'article 48 de la Constitution pour tenir dans les délais qu'il s'est lui-même fixés ses engagements sur la révision de l'article 35* » ; « *Or c'est cette unique voie que les faucons du FPI qui s'agitent défendent à Gbagbo d'emprunter* » ; « *Et voilà Koudou³ qui est coincé. Entre le marteau de la communauté internationale et l'enclume du FPI.* » p.2 N°813 du mercredi 4 août 2004. Toutefois, le sommet d'Accra III a ses héros. Le rapprochement entre les membres du « G7 » en général et de Bédié et Alassane en particulier est traité comme la renaissance de la patrie. « *Bédié et Ouattara en tête-à-tête puis la main dans la main, se parlant, discutant comme des frères, avant de s'installer autour d'une même table (...) sous le regard médusé des journalistes et des responsables du FPI qui ont dû désertier rapidement le même restaurant.* » p.4 N°813 du mercredi 4 août 2004

³ Koudou est le nom non déclaré de Laurent Gbagbo à l'état civil.

3.3.4. La position de *Fraternité Matin* sur les accords d'Accra III

A la lecture des commentaires et analyses de *Fraternité Matin* sur les conclusions du Sommet d'Accra III relatifs à la crise ivoirienne, il apparaît clairement que ce quotidien ne semble pas pencher en faveur de ces accords. Pour le quotidien, ce Sommet qui était supposé clarifier les accords de Linas-Marcoussis et rapprocher les points de vue, n'aurait pas tenu ses promesses : « *la montagne a-t-elle accouché d'une souris ? Cela n'en est pas moins sûr. Présenté comme la réunion de la dernière chance, le sommet d'Accra III, destiné à remettre la Côte d'Ivoire sur les rails de la paix et du développement, n'as pas abouti aux résultats escomptés.* » N°11919 du samedi 31 Juillet 2004 ; « *Nos chefs d'Etat et l'ONU ont si bien fait les choses que nous sortons d'Accra plus perplexes et plus embrouillés qu'auparavant.* » N°11919 du Mardi 3 août 2004.

Les différents commentaires qui sont faits de ces accords par les partis politiques et les journaux permettent de se rendre compte que les opinions restent encore divergentes en ce qui concerne l'amendement de l'article 35 de la constitution, le désarmement, le retour au gouvernement des ministres limogés. Et pourtant le sommet se devait de mettre un terme à toutes sortes de polémiques.

Le seul mérite que *Fraternité Matin* semble trouver dans cette rencontre d'Accra est bien le fait qu'elle ait « réhabilité » le chef de l'Etat qui était sorti très humilié de la table ronde de Linas Marcoussis où il avait été dépouillé de tous ses pouvoirs. « *Contrairement à Kleber où le mot d'ordre avait été d'humilier le président Gbagbo, Accra III a choisi de le réhabiliter* » N°11922 du Mercredi 4 août 2004 Le chef de l'Etat est désormais placé au cœur du processus de paix. Il en est « l'élément moteur, la cheville ouvrière ».

A la lecture de ces différents quotidiens, l'application des accords récemment signés à Accra III reste encore problématique. En effet, chaque camp, le camp présidentiel et l'opposition politique, voit en l'autre un personnage doté de mauvaise foi ou un « roublard ».

3.4. La presse écrite ivoirienne et les préparatifs des accords de Ouagadougou

Contrairement aux autres accords qui ont été longuement préparés, celui de Ouagadougou qui a été une initiative du président Gbagbo n'a pas fait l'objet d'une grande médiatisation avant le début des négociations. Ce manque d'engouement est lié aux multiples volte-faces des acteurs qui ont contribué à faire échouer la mise en application des précédents accords. Néanmoins, les différents organes de presse s'y sont intéressés à quelques jours de son ouverture. L'idée de dialogue direct initiée par le président Laurent Gbagbo a non seulement surpris l'opinion nationale parce qu'au plus fort de la crise, ce dernier affirmait qu'il ne discuterait « jamais » avec des rebelles venus attaquer son régime. De plus, cette proposition était considérée comme une énième ruse du locataire du palais de la présidence afin de se maintenir au pouvoir sans organiser de nouvelles élections. Cependant cette idée de dialogue directe est diversement interprétée par les médias nationaux, la presse écrite surtout.

3.4.1. *Notre Voie* et les préparatifs des accords de Ouagadougou

Avant l'ouverture des travaux, les articles de *Notre Voie* affichaient un optimisme quant à l'issue de ces nouvelles négociations. Certains ont prédit des lendemains meilleurs pour une Côte d'Ivoire enlisée dans une guerre qui dure depuis plus de quatre ans. « *La fin du dialogue direct à Ouagadougou doit consacrer le démarrage effectif du désarmement, de la suppression de la zone de confiance et la libre circulation des personnes et des biens sur le territoire national* », a déclaré, hier, Simone Ehivet Gbagbo. Avant d'ajouter que le service civique, relancé par le chef de l'Etat, viendra, par la suite, pour aider à la reconstruction du pays. Pour la Première Dame, 2007 doit être l'année de la libération totale de la Côte d'Ivoire. « *En tous cas, a-t-elle poursuivi, j'ai espoir. Quand je vois tout ce qui se fait, je suis convaincue que cette année, la souffrance des Ivoiriens prendra fin* »⁴.

⁴ Faustin Yao K. « Simone Gbagbo aux femmes du nord », in *Notre voie* n°2626 du 2 mars 2007. (cf www.abidjan.net).

Ces propos de la première dame Simone Ehivet Gbagbo, rapportés par le journaliste Faustin yao K, traduisent la volonté du camp présidentiel de sortir le pays de cette crise, qui selon eux n'a fait qu'appauvrir la Côte d'Ivoire en raison des sommes importantes déboursées dans la prime des soldats et l'achat des armes : «*Les primes de guerre des Forces de défense et de sécurité coûtent près de six milliards FCFA par mois, alors qu'on a besoin de construire un troisième pont à Abidjan. Faites un calcul simple et vous verrez qu'en cinq ans, on aurait pu construire plusieurs ponts* »⁵.

Aussi la déclaration de Brigitte-Girardin, la ministre déléguée à la coopération française, est-elle interprétée par le quotidien comme un soutien de la métropole à cette nouvelle négociation devant aboutir à l'instauration d'une paix définitive en Côte d'Ivoire. «*J'ai perçu une très grande avancée, notamment sur des questions très importantes qui sont à l'origine de la crise ivoirienne comme le problème de l'identification. Je crois que le président Compaoré arrive à faire bouger les choses et nous espérons que ça va se concrétiser par un accord. En tout cas, nous lui faisons complètement confiance, nous le soutenons du mieux que nous pouvons, car il représente un espoir* »⁶. Au-delà de cet optimisme que l'on perçoit en filigrane dans ces articles, un changement de ton est à observer également de la part des journalistes dans leur rapport avec les ennemis d'hier. Les termes péjoratifs «*rebelles, assassins, sanguinaires...* » qui étaient utilisés pour les désigner ont fait place à des termes plus fraternels, plus humains.

Cet optimisme béat qu'affiche *Notre voie* n'est pas partagé par les quotidiens proches de l'opposition qui émettent des réserves quant à la sincérité des acteurs qui ont fait montre de mauvaise foi dans l'application des précédents accords

3.4.2- *Le Patriote* et les préparatifs des accords de Ouagadougou

Contrairement au premier quotidien cité, le *Patriote* affiche à la une de sa parution du 2 mars : «*rien n'a changé à Ouagadougou* »⁷.

⁵ ibidem

ibidem⁶

⁷Ferdinand yao : « rien n'a changé à Ouaga », in le *Patriote* n°2222 du 1^{er} mars 2007, p1

Ces propos du secrétaire général du PDCI, également porte-parole du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), traduisent la volonté des opposants d'une part, de réaffirmer leur soutien à la résolution 1721 signée par le Conseil de Sécurité de l'ONU et d'autre part, de rejeter toute tentative de modification de ladite résolution par les acteurs de cette négociation. « ...le G7 avait donc donné sa bénédiction avec un certain nombre de directives au secrétaire général des forces nouvelles pour engager le dialogue direct avec l'espoir que ce dialogue direct puisse permettre de dégager les voies et moyens de mise en œuvre de la 1721 »⁸.

A travers ce passage, le G7 exhorte au strict respect des recommandations faites par la résolution 1721 plus particulièrement le maintien du premier ministre Charles Konan Banny à son poste, afin qu'il puisse mettre en application sa feuille de route.

Par la suite nous verrons à travers le traitement de l'information que la position du G7 a évolué depuis lors. « ... jusqu'à hier la question relative à la nomination d'un premier ministre en remplacement de Banny n'était pas encore réglée. La communauté internationale notamment la France ainsi que les acteurs eux-mêmes n'étant ni contre ni pour la nomination de Guillaume Soro si cela doit donner une nouvelle dynamique de paix en Côte d'Ivoire »⁹.

A travers ces propos l'on constate de manière explicite que la 1721 qui était soutenue par les opposants et la communauté internationale est sur le point d'être abandonnée par ses défenseurs.

3.4.3. *Le Nouveau Réveil* et les préparatifs des accords de Ouagadougou

A l'instar du précédent quotidien, celui-ci, à travers le traitement de l'information sur les accords de Ouagadougou, montre l'attachement du bloc que représente le PDCI pour le maintien de la résolution 1721 ainsi que celui de Banny à la primature.

⁸ Ibidem, p3.

⁹ Khistian Kara : « pourquoi la signature du préaccord n'a pas eu lieu hier? », in le Patriote n°2223 du 2 mars 2007, p2

«*Nous restons dans la 1721...Banny reste donc à la primature* » Cependant, le retard qu'a accusé la signature de l'accord est interprété par ce quotidien comme une preuve de la duplicité de Gbagbo ou une volonté manifeste de sa part de ruser avec ses adversaires politiques : « "Tout sera bouclé d'ici mercredi" 14 février. C'est Laurent Gbagbo qui faisait cette promesse le lundi 12 février lors de l'ouverture à Grand-Bassam de l'atelier sur le service civique. Mercredi 28 février, soit 2 semaines après la date promise pour la fin du dialogue direct, le même Laurent Gbagbo déclare : "N'avancez pas de date pour un accord final". Le chef a changé de langage deux fois en seulement 2 semaines. C'est cela aussi le problème de la Côte d'Ivoire. Le chef parle vite, trop et faux! »¹⁰

Aussi les propos de Brigitte Girardin sont-ils considérés comme un soutien de la France à l'opposition : « *J'ai perçu une très grande avancée notamment sur les questions très importantes qui sont à l'origine de la crise ivoirienne et qui nous proviennent de l'identification. Si le président Compaoré arrive à faire bouger les lignes,...nous espérons que tout cela va se concrétiser par un accord. Nous lui faisons complètement confiance, nous le soutenons car il représente un espoir pour tous les ivoiriens.* »¹¹

Au regard de ce soutien perçu à travers la déclaration de la ministre française de la coopération, le Nouveau Réveil affirme avec beaucoup de conviction dans ses colonnes, le refus du secrétaire général des forces nouvelles d'occuper le poste de premier ministre.

Malgré cet optimisme apparent lié à la déclaration de la ministre française, des soupçons pèsent sur les forces nouvelles quant à leur sincérité de respecter la résolution 1721 dans tous ses paramètres. « *"Je ne peux pas soutenir que je veux un dialogue direct dans le cadre de la 1721 et réclamer le fauteuil de Banny" avait-il soutenu.*

¹⁰ André Silver Konan, in le Nouveau Réveil n°1560, du 2 mars 2007

¹¹ Yves M. Abiet « la France rejoint le RHDP » in le Nouveau Réveil n°1561 du 3 mars 2007 p 9

Mais telle une hydre, la question a resurgi à Ouaga au plus fort des discussions sur ce qu'on a appelé les "arrangements institutionnels" du dialogue direct. L'hypothèse semblait d'autant plus sérieuse qu'elle était soutenue et défendue par des sources très proches de l'ex-rébellion »¹².

3.4.4- Fraternité Matin et les préparatifs des accords de Ouagadougou

Contrairement aux autres qui ont accordé une place de choix aux négociations de Ouagadougou, Fraternité Matin, a plutôt mis l'accent sur la cohésion au sein du G7, en montrant le point de divergence qui pourrait éventuellement mettre à mal l'union, la cohésion du groupe à savoir l'application de la 1721. A ce propos, il nous rapporte le point de vue de Djédjé Mady sur la cohérence entre la 1721 et les accords de Ouagadougou : *« Quand on dit qu'on est dans la 1721, ça veut tout dire. Est-ce qu'il y a des vice- présidents dans la 1721 ? (...) Il n'y a jamais eu de discordance au point qu'on ait besoin de remonter les bretelles à qui que ce soit. (...) Le G7 avait donné sa bénédiction et un certain nombre de directives à Soro pour engager ce dialogue direct avec l'espoir que celui-ci puisse permettre de dégager les voies et moyens de mise en œuvre de la 1721. »¹³* Outre les divergences, Fraternité Matin partage dans sa parution du 2 mars l'optimisme de Brigitte Girardin quant à l'issue heureuse de cette négociation. *« Je crois qu'on est proche d'un accord (...) Je pense en toute bonne foi que le Président Compaoré a beaucoup d'atouts pour faire aboutir à une solution qui soit acceptable pour tout le monde »¹⁴.*

Au regard des informations véhiculées par les journaux, en prélude aux négociations de Ouagadougou, nous pouvons remarquer que ces informations ont été traitées selon deux types de tendances qui ressortent des discours des responsables des partis politiques ; certains sont pour un règlement à l'amiable du conflit ivoirien par l'adoption de nouveaux accords en l'occurrence la partie gouvernementale et d'autres (l'opposition politique) estiment qu'il serait louable de maintenir la résolution 1721, seule voie de sortie de crise.

¹² Akwaba Saint Clair, "le leader des forces nouvelles à la primature ? Soro met fin au suspens sur ces ambitions aujourd'hui " in le Nouveau Réveil n°1563, du 3 mars 2007.

¹³ Paulin N. Zobo, dialogue direct : Djédjé Mady, nous sommes dans le cadre de la 1721, in Fraternité Matin n°12694 du 1^{er} mars 2007 fr www.abidjan.net , actualité

¹⁴ Paulin N. Zebo interview de Mme Girardin in Fraternité Matin, n° 12695 du 2 mars 2007.

Pour la suite de notre réflexion, nous ferons une analyse du traitement de l'information après la signature des accords.

3.5. Le traitement de l'information Presse écrite après les accords de Ouagadougou

3.5.1. La position de *Notre Voie* sur la signature des accords de Ouagadougou.

Au lendemain de la signature des accords de Ouagadougou, le camp présidentiel à travers son journal "Notre Voie" annonce l'abandon de la résolution 1721 qui était défendue par l'opposition. Cet abandon équivaut selon l'auteur à une victoire du camp présidentiel sur ses adversaires politiques, et l'avènement d'une ère nouvelle. « *De retour hier où il a signé quelques heures plus tôt un accord avec les rebelles, le président Gbagbo a exprimé sa foi en l'avenir* »¹⁵. « *Grâce à l'accord de Ouagadougou, les Ivoiriens ne sont plus loin de la paix (...) les discussions et les décisions sont désormais le fait des principaux protagonistes de la crise. Tous les autres qui n'ont jamais eu le courage de réellement se déterminer sont hors jeu.* »¹⁶

Plus loin, il donne les raisons de l'échec des accords précédents considérés comme utopiques par les tenants du pouvoir. « *... l'opposition ivoirienne, profitant du capharnaüm provoqué par des accords utopiques tel celui de Marcoussis, qui a fait croire aux opposants de tout acabit qu'ils avaient le droit de gouverner le pays au même titre que les gouvernants.* »¹⁷ L'emploi de certaines expressions telles "accords utopiques", "opposant de tout acabit", traduit le mépris que le journal éprouve à l'égard non seulement des opposants mais également des accords antérieurs signés, qui prenaient en compte les préoccupations de ces derniers.

A titre illustratif, voici le traitement qu'il réserve aux leaders de l'opposition en les traitant de "caméléons", de "lâches" à travers la phrase : « *Les Bédié, Ouattara, Mabri Toikeuse et consorts, tous ceux qui n'ont jamais voulu assumer pleinement leurs actes, les caméléons de la crise ivoirienne se trouvent alors hors jeu* »¹⁸.

¹⁵ Augustin Kouyo, "une nouvelle ère commence", in *Notre Voie* n°2628 du 5 mars 2007, p 2

¹⁶ Franck Dally, "après l'accord de Ouaga, Ouattara et Bédié hors jeu", in *Notre Voie* n°2630 du 7 mars 2007, p2.

¹⁷ Ibidem, P2

¹⁸ Ibidem, p2

Outre les opposants, Notre Voie s'attaque aussi à la Communauté Internationale à travers son titre, "la fin du mythe du nègre incapable" en mettant en exergue les capacités des Ivoiriens à résoudre eux-mêmes leurs problèmes : « *Loin du tintamarre de la communauté internationale, les Ivoiriens ont décidé de fumer le calumet de la paix, ce après 4 ans de belligérance. (...) il ruine les préjugés du nègre incapable de s'assumer (...) c'est la première fois qu'un conflit opposant des frères ennemis africains est réglé par des Africains.* »¹⁹

Par ailleurs, la signature des accords est considérée par Notre Voie comme la disparition certaine d'une opposition à cours d'arguments politiques. « *Alors que tous les Ivoiriens saluent l'accord de Ouagadougou et que tous espèrent qu'il va enfin ramener la paix, voilà que le PDCI et son vieux chef Henri Konan Bédié décident de jouer les trouble-fêtes. (...) plus grave, Bédié s'oppose à l'idée de la formation d'un nouveau gouvernement, au motif que ces alliés des forces nouvelles ne lui en avaient pas parlé.* »²⁰ Plus loin, le journaliste s'érige en donneur de leçons aux opposants, tout en prédisant une mort politique de ces différents acteurs. « *Indécrottables abonnés aux absents aux prises de grandes décisions et aux grands événements qui font l'homme politique, Alassane Ouattara et Bédié vont encore rater le train de la paix, (...) s'ils n'arrêtent pas d'en vouloir à Soro Guillaume qui récolte les fruits de sa constance et de pinailler sur des détails insignifiants contenus dans les accords de Ouagadougou, une œuvre réaliste, sortie du génie des Africains.* »²¹

A travers le traitement de l'information dans Notre Voie, les accords de Ouagadougou apparaissent comme une victoire du camp présidentiel sur ses adversaires politiques qui s'entêtaient à soutenir l'application stricte de la résolution 1721. Selon eux, cette victoire consacrerait la mort politique de l'opposition.

¹⁹ Souleymane T. Senn, "la fin du mythe du nègre incapable", in le Notre Voie n°2630 du 7 mars 2007

²⁰ Guillaume T. Gbato, "Bédié, le médecin après la mort !" in Notre voie n° 2631 du 8 mars 2007, p2 ;

²¹ Franck Dally, "Bédié et le PDCI perdent les pédales" in Notre Voie n°2631 du 8 mars 2007, p3

3.5.2. La Position de *Le Patriote* après la signature les accords de Ouagadougou

Contrairement au quotidien proche du parti gouvernemental, qui annonce “la mort” de la 1721, le “Patriote” du RDR (opposition politique) affirme que les accords de Ouagadougou se sont déroulés dans le cadre de la 1721, d’où la prise en compte des préoccupations de l’opposition non armée. *« un accord politique “intégratif” des accords précédents est intervenu hier à Ouagadougou, à l’issue d’un mois de négociation entre les ex-belligérants ivoiriens sous les auspices du président Blaise Compaoré. »*²²

Mieux, cet accord est considéré comme un acte qui réhabilite le président burkinabè Blaise Compaoré, longtemps villipendé par la presse proche du camp présidentiel et accusé d’être le tuteur, voire l’instigateur de cette rébellion.

*« Transformer l’ennemi d’hier en un héros sans le vouloir certainement, le chef de l’Etat ivoirien a fait de Blaise Compaoré l’homme providentiel de la Côte d’Ivoire (...) du destabilisateur qu’il était au lendemain du 19 septembre 2002, Blaise Compaoré s’est métamorphosé (...) pendant cinq ans qu’il a été traîné dans la boue par le président Gbagbo, sa presse et ses proches, Blaise Compaoré a laissé le temps au temps. »*²³

Du point de vue du Patriote, cet accord constitue une défaite du camp présidentiel en ce sens qu’il prend en compte des points saillants de la résolution 1721.

3.5.3. La position du *Nouveau Réveil* après la signature des accords de Ouagadougou.

Le Nouveau Réveil quant à lui met l’accent sur les avantages de l’accord de Ouagadougou à travers les propos du facilitateur Blaise Compaoré président du Burkina Faso, qui exhorte les Ivoiriens à mettre en application ces accords. *« J’invite le peuple ivoirien à s’approprier cet accord (...) en concluant cet accord, vous enterrez définitivement la hache de guerre. »*²⁴

²² Khristian Kara, “Soro et Gbagbo enterrent la hache de guerre devant Compaoré“, in le Patriote n° 2225 du 5 mars 2007.

²³ Charles Sanga, “la victoire de Compaoré sur Gbagbo“, in le Patriote n° 2227, du 7 mars 2007, p2

²⁴ Blaise Compaoré discours de remerciement, in le Nouveau Réveil n°1564, du 5 mars 2007, p2

Dans sa parution du 7 mars 2007, le président du PDCI Konan Bédié fait une analyse critique des accords de Ouagadougou et tire la conclusion suivante : « *Le PDCI considère que le Conseil de sécurité de l'ONU doit faire sien de l'accord de Ouagadougou et le mettre en cohérence avec la résolution 1721/2006 afin d'en assurer la mise en œuvre efficace.* »²⁵

Outre cette analyse du président du PDCI, ce quotidien met en exergue les incohérences, la versatilité dans les propos des dirigeants du FPI face à la rébellion ; vilipendée aux premières heures de l'attaque armée, cette même rébellion est aujourd'hui adulée, encensée par les autorités. « *Les buveurs de sang, les violeurs et les égorgeurs sont subitement devenus des anges réincarnés, des hommes courageux qui ont su assumer leurs actes et leurs convictions publiquement.* »²⁶

Le Nouveau Réveil dans son traitement de l'information a plus mis en exergue la versatilité et la duplicité du régime en place, ce qui suscite une méfiance vis-à-vis des accords signés : Toutes choses susceptibles de mettre à mal l'application des différentes décisions prises au cours de ces concertations.

3.5.4. La Position de *Fraternité Matin* après la signature des accords de Ouagadougou

Fraternité Matin, journal progouvernemental, a traité l'information avec beaucoup d'impartialité contrairement aux autres qui n'ont fait que traduire les impressions des responsables de leur bord politique. Fraternité Matin titrait à sa une, au lendemain de la signature des accords : **la hache de guerre enterrée**, un titre très conciliant, n'heurtant aucune sensibilité.

²⁵ Henri Konan Bédié : "analyse critique des accords de Ouagadougou", in le Nouveau Réveil n°1566, du 7 mars 2007, p3

²⁶ Akwaba Saint Clair, "le FPI tombe sous le charme de la rébellion", in le Nouveau Réveil n°1568 du 9 mars 2007, p3.

« ...l'accord de paix de Ouagadougou consacre la volonté clairement affichée des deux ex-belligérants de ranger les armes dans les poudrières pour construire une relation empreinte de confiance, de pardon de l'offense (...) Ouagadougou est surtout la victoire de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique sur elle-même, car l'accord de paix est avant tout ivoiro-ivoirien, arbitré par un Africain. Démontrant que l'Afrique peut se prendre en charge, résoudre ses problèmes, pourvu qu'elle se fasse confiance. »²⁷

C'est dans ce même élan conciliateur, que ce quotidien rapporte les propos de Blé Goudé concernant la nomination de SORO Guillaume à la tête de la primature ; deux personnalités qui étaient à froid depuis de longues dates. *«SORO je le sais intelligent, je l'ai toujours dit (...) il connaît les Ivoiriens. Il sait que ce sont des gens qui peuvent pardonner, mais qui n'aiment pas qu'on les nargue. Si Guillaume doit être premier ministre je pense que chaque Ivoirien se prépare à le considérer ainsi, à accepter de le voir à la primature et que chacun se dise que c'est sa part de sacrifice pour que le pays retrouve la paix. »²⁸*

Contrairement aux autres journaux, Fraternité Matin est resté fidèle à sa ligne éditoriale dans le traitement de l'information. Sans parti pris, cet organe s'est évertué à informer les Ivoiriens, s'inscrivant ici dans l'esprit de la réconciliation tant souhaitée par les Ivoiriens de tous bords.

²⁷ Jean-Baptiste Akrou, "victoire", in Fraternité Matin n°12698 du 6 mars 2007 p 2

²⁸ Blé Goudé (interviewé par Pascal Soro et Brou Parfait) dans Fraternité Matin n° 12700 du 8 mars 12700 p12

Conclusion Générale

La presse écrite, libéralisée en 1990 a vu l'avènement de journaux dépendant des parties politiques. Cette situation a occasionné, dès les premières heures, des dérives au point où l'on a pu assister à la fermeture de certains journaux et à l'incarcération de leur directeur de publication et leurs journalistes sous le régime BEDIE. Tel fut le cas du journal *La Patrie*. Ce quotidien proche du RDR du Dr Alassane OUATTARA fut interdit de parution, son directeur de publication Abou CISSE fut également incarcéré à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA). Sous ce même régime, le directeur de publication du journal *La voie*, en la personne d'Aboudramane SANGARE, fut passé à tabac et jeté en prison pour offense aux autorités. Au fil du temps, ces journaux se sont inscrits dans les courants de rivalités politico-ethniques à telle enseigne que les journalistes qui les animent étaient plus des « soldats » de chapelle politique que des journalistes professionnels. Or, la presse dans l'histoire des peuples a toujours été un miroir de société en ayant toujours un impact décisif sur l'opinion de celle-ci. Malheureusement cette noble mission qui lui est dévolue est souvent dévoyée par certains acteurs politiques à des fins personnelles, comme arme de déstabilisation de l'adversaire. C'est ce à quoi l'on a assisté en Côte d'Ivoire depuis l'avènement du multipartisme en 1990. De même, la presse a eu une lourde responsabilité dans la crise qu'a connue le pays en ce sens qu'elle a contribué à "pourrir" l'atmosphère socio-politique. En effet, l'exemple du corpus que nous avons constitué dans le cadre de nos travaux est éloquent à ce point de vue. Le constat qui se dégage après analyse de notre corpus est que : les journaux proches des partis politiques à savoir, **Notre Voie**, **Le Patriote**, **Le Nouveau Réveil**, prêchent pour la chapelle, traitent l'information selon la volonté de leurs leaders. C'est dire que chacun de ces journaux aura fait une lecture partisane des différents accords de paix. Cette confrontation des points de vue a eu pour conséquences des affrontements entre adversaires politiques : d'où l'échec de l'application des accords. Aujourd'hui l'accord de Ouagadougou qui est le dernier en date fait les frais de ce traitement partisan de l'information ; ce qui laisse dubitatif plus d'un observateur de la vie politique ivoirienne. Cependant, contrairement aux premiers journaux cités, le journal pro-gouvernemental **Fraternité Matin** essaie tant bien que mal de traiter l'information avec une certaine impartialité afin de raffermir la cohésion sociale.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages généraux

Commission nationale ivoirienne de l'UNESCO, *Conflits actuels et culture de la paix (Actes du colloque d'Abidjan)*, PUCI, 1997.

Front Populaire Ivoirien, *Programme de gouvernement (congrès extraordinaire des 15, 16, 17 et 18 décembre 1994)*, Abidjan, Ed. DESACI, 1994.

Rapports sur les événements d'octobre et décembre 2000 en Côte d'Ivoire, Abidjan, Ed. CEDA, 2001.

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard), *Sociologie politique*, Editions Montchrestien, Paris, 1988.

2. Titres de presse écrite issus du pouvoir, de l'opposition et de la société civile de juillet de 2002 à janvier 2003

2.1. Notre Voie

2.2. Le Patriote

2.3. Le Nouveau Réveil

2.4. Fraternité Matin

3. Ouvrages de méthodologie en sciences sociales

BARDIN (Laurence), *L'analyse de contenu*, PUF, Paris, 1997.

GHIGLIONE (Rodolphe) et al., *Manuel d'analyse de contenu*, Colin, Paris, 1980.

GRAWITZ (Madeleine), *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz., Paris, 1986.

MUCCHIELLI (Roger), *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Les Editions ESF, Paris, 1984.

N'DA (Paul), *Méthodologie de la recherche : de la problématique à la discussion des résultats*, Educi, Abidjan, 2002.

4. Ouvrages de méthodologie en sciences de l'information et de la communication

AKOUN (André), *Sociologie des communications de masse*, Hachette, Paris, 1997.

ALIX (François-Xavier), *Une éthique pour l'information*, Editions L'Harmattan, Paris, 1997.

BALLE (Francis), *Médias et sociétés*, Editions Montchrestien, Paris, 2001.

BALLE (Francis), PADIOLEAU (Jean G.), *Sociologie de l'information*, Larousse, Sciences humaines et sociales, Paris, 1973.

BELLENGER (Lionel), *Du bon usage des médias*, Editions Stratégies, France, 2000.

BRETON (Philippe), *L'utopie de la communication*, Paris, Editions La Découverte, 1997.

CAZENEUVE (Jean), *La société de l'ubiquité*, P.U.F. coll. QSJ, n° 1026, Paris, 1986.

CHARON (Jean-Marie) et MERCIER (Arnaud), *Les journalistes ont-ils encore du pouvoir ?*, Revue Hermès n°35, Paris, 2003.

Comité mondial pour la liberté de la presse, *La liberté de la presse (Une recherche permanente)*, Economica, Paris, 1984.

Institut Culturel Africain, *La fonction culturelle de l'information en Afrique*, Les nouvelles éditions africaines, Dakar - Abidjan - Lomé, 1985.

LAZAR (Judith), *Sociologie de la communication*, Armand Colin, Paris, 1991.

LE BON (Gustave), *Psychologie des foules*, P.U.F., Paris, 1981.

Mc LUHAN (Marshall), *Pour comprendre les médias*, Edition Seuil, New York, 1964.

MUCCHIELLI (Alex), *Théorie systémique des communications*, Armand Colin, Paris, 1999.

PAILLIART (Isabelle), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Editions Ellug, Grenoble, 1995.

RAMONET (Ignacio), *La tyrannie de la communication*, Paris, Editions Galilée, Coll. Communication, 1999.

REVUE ORGANISATION ET COMMUNICATION N°20, *La communication du risque*, Bordeaux-ISIC, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2001.

SARTRE (Véronique), *La communication de crise*, Paris, Les Editions DEMOS, 2003.

TOUSSAINT-DESMOULINS (Nadine), *Economie des médias*, coll. QSJ, n° 1701, Paris, 1999.

TUDESQ (André-Jean), *Feuilles d'Afrique (Etude de la presse de l'Afrique subsaharienne)*, Ed. de la maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Bordeaux, 1995.

TUDESQ (André-Jean), *Les médias en Afrique*, Ed. Ellipses, Paris, 1999.

VERHAEGEN (Philippe), *Introduction à la sémiologie*, Académia Bruyant, Belgique, 1993.

WATZLAWICK (Paul), BEAVIN (Janet Helmick), JACKSON (Don D.), *Une logique de la communication*, Editions du Seuil, Paris, 1972.

WOLTON (Dominique), *Penser la communication*, Flammarion, Paris, 1997.

5. Revues scientifiques sur les médias

ALBERT (Pierre), LETEINTURIER (Christine), *Les médias dans le monde (Enjeux internationaux et diversités nationales)*, Paris, Ellipses, 1999.

Recherche en communication n°13, *Médiation et régulation sociale*, Université catholique de Louvain-La-Neuve, 2000.

Recherche en communication n°14, *Télévision et histoire*, Université catholique de Louvain-La-Neuve, 2000.

TUDESQ (André- Jean), WEDELL (Georges), *Télévision et démocratie en Afrique (étude réalisée au compte de l'Union Européenne)*, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, 1996.

WOLTON (Dominique), *Les contradictions de l'espace public médiatisé*, Ed. du CNRS, Hermès n°10, Paris, 1991.